Le Tsarisme

et l'Ukraïne

PAR

ROMAIN SEMBRATOVYTCH

AVEC PRÉFACE

de BJŒRNSTJERNE BJŒRNSON

PARIS
EDOUARD CORNÉLY ET Cie, ÉDITEURS
101, RUE DE VAUGIRARD, 101

1907

Le Tsarisme
et l'Ukraïne

Le Tsarisme et l'Ukraïne

PAR

ROMAIN SEMBRATOVYTCH

AVEC PRÉFACE

de BJŒRNSTJERNE BJŒRNSON

PARIS
ÉDOUARD CORNÉLY ET Cie, ÉDITEURS
101, RUE DE VAUGIRARD, 101

—

1907

Cet ouvrage a été publié en allemand, sous le titre : Zarentum im Kampfe mit der Zivilisation, *chez* Neuer Frankfurter Verlag (*nouvelle édition de Francfort*) *en 1905, sans préface de M. Bjoernstjerne Bjoernson et sans carte de distribution du peuple ukraïnien. Son auteur, M. Sembratovytch n'a pu voir cette traduction française; — il est mort, comme un brave soldat, à son poste de rédacteur en chef de la* Revue ruthène *à Vienne. Sachant que les Français épousent les nobles causes et, comme le disait M. Guizot, « ne connaissent pas de plus profond plaisir que de lutter pour une grande vérité », je publie ce livre dans leur langue.*

Yaroslaff FEDORTCHOUK.

PRÉFACE

Aujourd'hui encore, et en Europe même, il existe un peuple de plus de trente millions d'hommes qui, au nom de la nécessité d'État, est privé de sa langue et de sa nationalité, sans compter qu'il est opprimé et maltraité de toutes sortes d'autres façons.

Vingt-huit millions de ces hommes appartiennent à la Russie, quatre millions à l'Autriche.

De toutes les preuves terribles de l'imperfection de notre religion chrétienne et de notre civilisation, celle-ci est sans doute la plus terrible : Le char de Jaggernaut de la nécessité d'État peut encore, sur le mot d'ordre d'un souverain, être traîné par des troupes dociles sur l'individualité brisée d'un peuple.

Il faut croire que tous ceux qui, depuis longtemps, ont perdu la foi en cette idole cruelle, ont gardé l'illusion qu'elle reste nécessaire pour les autres. Sans cela on ne saurait comprendre leur attitude. Les chrétiens de Russie et de Pologne, où sont-ils? Ils forment cependant une société de justice et de pitié. Et nos pacifistes à nous, qui vont de fête en fête, ne se sentent-ils jamais gênés par les larmes et la douleur de ces millions d'êtres? C'est pourtant le principe initial de la paix qui est ici violé, le droit sacré de l'individualité nationale. Pourquoi la science du droit politique ne parle-t-elle pas ouvertement par ses représentants les plus autorisés? ou la philanthropie par les siens? Pourquoi ne nous disent-ils pas que cela est une honte héritée de l'époque la plus sombre de l'humanité, qu'il n'est à l'avantage de personne, absolument de personne, de martyriser et d'abaisser

l'âme d'un peuple? C'est, au contraire, un dommage pour tous. Qui peut connaître les possibilités que renferme l'individualité d'un peuple?

La Russie devient-elle plus puissante en s'épuisant par des efforts vains à fondre et à remettre dans le moule une nation de vingt-huit millions d'hommes, au lieu de tirer avantage du développement libre d'un si grand peuple? De toutes les nationalités de la Russie, les Ruthènes manifestent, à l'heure actuelle, l'esprit de révolte le plus prononcé. Cet esprit de révolte est aussi puissant qu'aurait été la faculté créatrice et conservatrice de ce peuple, s'il lui avait été permis de vivre sa vie propre sur la terre qui lui appartient.

Les Polonais d'Autriche peuvent-ils mieux défendre leur nationalité au milieu de peuples étrangers et plus nombreux en opprimant en même temps quatre millions de Ruthènes? Quatre millions d'hommes qui auraient pu être, à l'heure actuelle, leurs alliés fidèles!

Jusqu'à aujourd'hui, les Polonais ont joui de beaucoup de sympathie et ont été souvent admirés dans le midi, dans l'ouest et dans le nord de l'Europe. Mais que l'on vienne à apprendre partout que les Polonais, tout en luttant pour leur liberté et leur unité, oppriment un peuple plus faible, et la sympathie et l'admiration s'évanouiront.

Il en est déjà ainsi pour nous autres qui connaissons les faits, et notre devoir impérieux est de propager la connaissance de ces faits encore plus loin. La nation grande et invincible des Ruthènes mérite de gagner peu à peu l'amitié de tous les peuples libres. Aux jours de fête, et le soir, quand ils chantent, chez eux, sur la terre de leurs ancêtres, leurs chants populaires si émouvants, il faut qu'ils sachent qu'ils ne sont plus seuls, qu'on les entend de loin. Il faut qu'ils sachent que leurs plaintes se doublent de notre compassion et de notre indignation, jusqu'à devenir irrésistibles.

BJOERNSTJERNE BJOERNSON.

LE TSARISME

ET L'UKRAÏNE

I

INTRODUCTION

Jusqu'à ces derniers temps, l'énorme empire slave exerçait sur le monde entier un pouvoir mystérieux. Toutes les puissances de l'Europe recherchaient ses faveurs, rivalisant honteusement de zèle pour lui témoigner leur respect, et il n'y avait pas d'humiliation assez dégradante lorsqu'il était question d'acquérir l'amitié du puissant Maître du Nord. Aujourd'hui encore, alors que la faiblesse de l'empire des tsars apparaît dans toute sa nudité, on ne manque pas de s'empresser auprès du tsar blanc. Les communiqués officiels relativement à la guerre russo-japonaise, les perquisitions à domicile et les extraditions, dont le procès de Königsberg fut le couronnement, offrent une illustration éclatante de cette tactique.

Parmi les puissants du monde, il en est qui considèrent le tsarisme comme un antidote, comme une digue, de force à résister aux flots montants de la démocratie et pouvant leur servir d'appui à eux-mêmes. La réaction internationale ne saurait, en effet, voir sans inquiétude se voûter son échine, que naguère elle dressait si fièrement. Et la stupéfaction fut générale dans ses rangs lorsque sa défaite se produisit si inopinément. Aussi, les esprits avancés eux-mêmes se plaisent-ils à refouler dans le domaine des contes l'histoire du colosse russe se dressant sur des jambes d'ar-

gile. On se représente volontiers la conglomération russe comme une matière brute, bien que différenciée au point de vue ethnographique, dont les parties constitutives sont loin d'arriver à un degré de développement nécessaire pour former des nations indépendantes — mieux encore, dont la fusion dans le creuset panrusse n'est qu'une question de temps. Seules la Finlande et la Pologne en sont exemptées.

La lutte du gouvernement russe contre toutes les populations englobées dans cet énorme empire était toujours représentée comme la lutte pour l'unité de l'État, celle-ci étant dans l'intérêt commun de ces populations, au point de vue de la culture. Toute autre appréciation à ce sujet était considérée comme mal fondée ou exagérée. Bref, la puissance septentrionale en imposait à tout le monde.

Cependant, quant à sa politique mondiale, la Russie a prouvé qu'elle était parfaitement consciente du but vers lequel elle tendait. Cette politique traditionnelle, poursuivie par une habile diplomatie, consiste à étendre toujours davantage l'influence de l'empire des tsars à l'extérieur, en même temps, qu'à dissimuler sa faiblesse. Son rôle est de duper systématiquement l'Europe occidentale, de faire alterner ses alliances avec telle ou telle autre puissance européenne en veillant toutefois à ce que son alliée ne soit démesurément fortifiée. Point n'est besoin d'avoir une clairvoyance hors ligne pour s'en apercevoir à l'exemple que la France offre actuellement. Ainsi, l'ambassadeur russe à Constantinople s'est opposé plus d'une fois aux vues de son collègue français. Et si les réactionnaires français, en tant que parti d'opposition, voulaient faire passer de Russie en France des publications faites dans un esprit de révolte contre la République, le gouvernement russe ne mettrait certainement pas tant d'empressement pour sauvegarder les intérêts de son alliée, comme la Prusse le fait couramment à l'endroit du gouvernement russe.

Or, le pouvoir du géant slave repose essentiellement sur la méfiance réciproque existant entre les puissances européennes et qui se manifeste surtout dans les relations de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. Il est dû en partie aussi à la politique panslaviste, qui a tant d'attrait pour tous les Slaves. Et si le trône du tsar était, récemment encore, entouré d'une auréole, c'est parce que la Russie avait toujours été pour l'Europe *terra ignota*. Seuls

les Insulaires asiatiques étaient dûment renseignés sur la situation de l'empire des tsars et ils dévoilèrent son effroyable état devant l'Europe étonnée, presque honteuse. La guerre meurtrière, puérilement provoquée par la bureaucratie russe, nous a donné un tableau saisissant de la situation intérieure de la Russie, et dont l'effet ne saurait être atténué par aucun embellissement; l'empire des tsars se présente, désormais, sous un jour nouveau et apparaît dans toute sa réalité. On comprend aujourd'hui la toute puissance de la bureaucratie russe et l'on se rend compte de son animosité à l'encontre de toute culture dans le pays, de sa lutte indigne contre tout progrès, contre tout mouvement intellectuel. Il est dans l'intérêt de l'humanité, en général, comme dans celui des peuples subordonnés à la Russie et des Russes eux-mêmes, de compléter ce tableau, esquissé en grandes lignes, d'y apporter des détails et de mettre de la lumière dans toutes ses parties, de faire ainsi connaître exactement l'état des choses dans cette conglomération des peuples de différentes nationalités.

C'est dans ce but que nous nous efforcerons d'étudier, dans la présente brochure, cette question que l'on pourrait justement appeler le talon d'Achille du panslavisme. C'est là aussi la question de panrussisme, à la solution de laquelle on ne saurait demeurer indifférent, car elle est intimement liée à celle de culture en général, celle-ci étant envisagée par le gouvernement russe au point de vue de son entière extermination. Le panslavisme, selon la conception de la Russie officielle se base uniquement sur le pouvoir du tsar, et c'est à l'absolutisme qu'il doit son expansion. Étant donné que ce panslavisme ne présente que la suite de la politique de Pierre le Grand, il ne saurait être autre chose que le panrussisme tsariste. Or, le panrussisme est un danger permanent pour l'Europe occidentale, attendu que son influence se manifeste ostensiblement dans le groupement politique, le développement et l'évolution de celle-ci.

Cependant, il y avait des hommes politiques assez clairvoyants pour ne pas s'y méprendre et ne pas se laisser duper par une amitié passagère, une courtoisie diplomatique ou une attention quelconque. Ainsi, Charles XII, roi de Suède, s'était allié avec Mazeppa, hetman des Ruthènes (Ukraïniens), Napoléon, avec la Pologne, etc. Et le jour n'est point éloigné, peut-être, où la France se sera aperçue que l'alliance avec la Russie tsariste ne peut être

qu'une *societas leonina;* que le panlatinisme, le pangermanisme ou toute autre alliance contre la Russie, solidement organisée, servirait autrement les intérêts de l'Europe occidentale, de même que ceux de la culture européenne, en général; qu'il n'est pas de politique qui présentât un plus grand danger pour l'Europe occidentale comme le panrussisme, que l'on se plait à dénommer faussement le panslavisme, dont le but final est l'extension et la consolidation du pouvoir tsariste, en même temps que l'étouffement de tout mouvement libéral en Russie. Partant, toute manifestation russophile, toute action panslaviste à l'étranger ne saurait être désignée autrement que tsarophile et ne pourrait nullement profiter au monde slave, pas plus qu'au peuple russe lui-même, mais servirait uniquement les intérêts dynastiques du Maître du Nord.

II

LE PANSLAVISME RUSSE ET L'EUROPE OCCIDENTALE.

Les savants slaves qui s'étaient inspirés de l'idée de renaissance de différentes nationalités slaves en même temps que de leur culture, ne pouvaient assurément prévoir qu'il viendrait un jour où leur doctrine serait mise au profit des pires tendances réactionnaires, que leur propagande d'action commune ferait le jeu des éléments impériaux et servirait de paravent aux exploiteurs et aux oppresseurs de leurs frères slaves plus faibles.

La doctrine des premiers panslavistes, très louable en elle-même, présentait pourtant trop de contradictions pour qu'elle pût conserver toute sa pureté dans sa mise en pratique. En prenant pour base la parenté de sang chez tous les peuples slaves, ces hommes rêvaient de réaliser dans ce milieu le principe de mutualité politique afin de prêter un appui efficace aux plus petites et aux plus faibles souches de la race slave dans la pénible lutte qu'elles ont à soutenir pour leur existence en tant que nation. Ils n'entendaient nullement supprimer par là l'individualité nationale de certains petits peuples slaves en faveur des plus grands; bien au contraire, le but essentiel de leur combinaison politique était de fortifier cette individualité chez chacune des nations slaves. Ils n'ont jamais envisagé l'Europe occidentale comme un mystérieux ennemi

des peuples slaves, ainsi qu'on se plaît à la représenter aujourd'hui aux Slaves de Russie.

C'est de cette façon que François Palatsky, initiateur de l'idée de mutualité politique, comprenait la nouvelle doctrine. En 1873, il faisait au professeur russe Makouchew la réponse suivante : « Si nous devions, un jour, cesser d'être Tchèques, alors il nous serait indifférent de devenir Allemands, Italiens, Magyars ou Russes ». Il ne se faisait pas plus d'illusion au sujet de la création d'une langue slave universelle, qui serait adoptée par tous les peuples slaves.

Cependant, le gouvernement russe se montra très hostile à ce panslavisme idéaliste ; tout adhérent à l'*Union de Cyrille et Méthodius,* fondée à Kieff, qui se réclamait de ces idées, était impitoyablement persécuté.

Mais, comme nous l'avons déjà fait observer, la très belle doctrine des premiers panslavistes était bien imparfaite. Elle avait pour objectif de concilier les intérêts diamétralement opposés de différentes nationalités slaves; acculée par l'implacable réalité, elle se voyait forcée de consentir toujours de nouvelles concessions jusqu'à faire entièrement place au panslavisme officiel russe. Or, le gouvernement russe fait savamment servir ses intérêts à l'étranger non seulement par des particuliers, mais encore par des partis politiques, qui se sont constitués dans les pays slaves, et qui, pourtant, ont cure de leurs intérêts immédiats. Ainsi, la doctrine panslaviste a été monopolisée par ce gouvernement et mise au profit de l'impérialisme russe. Aujourd'hui, on ne saurait admettre que les exigences de la politique d'expansion russe fussent favorables aux peuples slaves. Il est possible que le pouvoir conquérant de Russie se limite à ses avant-postes politiques, toutefois, étant ébranlé par l'agitation néopanslaviste, ce cordon ne présente point une barrière assez solide pour qu'on ne puisse appréhender de la voir un jour reculer.

Palatsky disait une fois dans un salon viennois : « De même qu'à l'endroit des Tchèques, le sort réservé à l'avenir, aux Hongrois, est celui de s'allier, en tant qu'État, à une plus grande puissance et de se soumettre aux conditions d'existence qui lui seront dictées par celle-ci. »

Or, cette thèse est le noyau même du néopanslavisme. Cependant, il doit y être apporté cette modification, que la « grande

puissance » s'appellera, désormais, Russie, et non Autriche comme le prétendait Palatsky. Bien entendu, le principe de mutualité politique parmi les peuples slaves, dans le sens qui lui avait été primitivement attribué, est éliminé du catéchisme néopanslaviste.

De même que, dans son éblouissement par la fantasmagorie panrusse, le gouvernement moscovite se laisse aller jusqu'à prendre des mesures tout à fait extravagantes, de même l'agitation menée par les panslavistes au service de ce gouvernement dépasse toute imagination. M. Arabatsky, qui souvent s'impose comme porte-parole du monde officiel russe, constate une fois de plus, par la publication de sa *Carte de Russie dans l'avenir,* la tendance d'étendre les frontières de l'empire des tsars au delà de l'Europe centrale. Sur cette carte, il désigne non seulement Lemberg, Cracovie, Prague, Posen, mais encore Vienne, Buda-Pesth, Sophia, Belgrade et Constantinople comme chefs-lieux des provinces russes. Ceux qui sont au courant des choses russes n'ignorent pas que plus d'un homme politique en Russie est hanté par l'idée d'un avenir pour sa patrie, tel que les cartes géographiques de ce genre le représentent.

Afin de populariser ces idées fantaisistes parmi les Slaves, il a été créé à Vienne un organe spécial *Slaviansky Wiek,* qui publie ses articles dans différentes langues slaves et s'emploie surtout à faire comprendre à ses lecteurs que Vienne est une ville *slave.* Ce jeu innocent, auquel s'abandonne la feuille panrusse et qui est d'une naïveté touchante, ne manqua pas, pourtant, de produire une grande sensation parmi certains Viennois.

A Sophia, c'est le journal *Den* qui s'acquitte de la même besogne. Dans son numéro du 28 juin 1905, il publiait un article de tête sous le titre : *La Russie et le monde slave,* dans lequel il développait, relativement à la situation politique dans l'Occident de l'Europe, la combinaison suivante : réunion de tous les Slaves méridionaux sous l'égide de la Russie; fondation des États-Unis slaves en Europe, enfin l'adhésion à cette Union de la Grèce et de la Roumanie. Plus loin le *Den* ajoute : « Jusqu'ici, la Russie n'a fait que verser son capital dans les Balkans; le temps est venu d'en toucher les intérêts. Il ne faut pas que la Russie oublie qu'elle est à même d'envoyer dans les Balkans un million de baïonnettes; il ne faut pas qu'elle oublie que dans l'Union des peuples slaves méridionaux elle aura un collaborateur très sûr pour la solution de toutes les questions politiques en Orient (Bos-

phore, Dardanelles); et elle ne doit pas oublier surtout que ce sera là l'origine de la grande union de tous les peuples slaves, sous la direction de la Russie réformée et rajeunie... » Et dans tous les congrès panslavistes, dans toutes les réunions on ne se lasse pas de développer des projets dans ce genre. Il a été tenu à Prague, il y a deux ans, un congrès d'étudiants de toutes les nationalités slaves, dans lequel furent adoptées par acclamation les résolutions suivantes : 1° Fondation d'une université russe à Lemberg et création dans les universités de Cracovie, de Czernowitz et de Vienne de chaires de langue russe; 2° Enseignement en langue russe dans toutes les écoles primaires et dans les écoles secondaires dans l'est de la Galicie; enseignement obligatoire de la langue russe dans toutes les écoles en général dans l'ouest de la Galicie. Les Ruthènes qui voulurent protester contre ces résolutions du congrès n'eurent pas la parole. (Plus tard, ils rendirent leur protestation publique par voie de presse).

Il est à noter que, dans ces diverses manifestations panslavistes, Vienne est considérée comme une importante étape dans le progrès du panrussisme en Occident, tel Port-Arthur en Extrême-Orient. On peut toutefois espérer, qu'on n'aura pas à se heurter ici contre un peuple aussi audacieux et aussi tenace que se sont montrés les Japonais. Néanmoins, par l'attitude qu'elles ont adoptée, les puissances de l'Europe occidentale ne font que contribuer à la politique du tsarisme; elles s'empressent de venir en aide au gouvernement russe, afin de lui permettre de se relever le plus promptement possible des coups que les entêtés Japonais lui ont portés, alors qu'en Russie, on voit dans l'Europe un élément étranger bien plus, un « milieu ennemi »; la culture européenne est considérée comme profane, incompatible avec le génie slave et même nuisible; toute alliance avec une puissance européenne ne présente qu'un phénomène passager, qui ne saurait empêcher la politique russe de persévérer dans la voie qu'elle suit depuis Pierre le Grand.

Sans nous attarder à analyser les différentes phases de développement du panslavisme et nous laisser aller à exposer les thèses dont se servent les *satellites* du gouvernement russe dans leur effort d'embellir la tactique de celui-ci, nous essayerons de démontrer ce qu'est le néopanslavisme en lui-même et d'examiner de plus près la politique néopanslaviste, en nous plaçant notam-

ment sur le terrain où elle s'affirme le plus. En premier lieu, ce nouveau courant politique chez les peuples slaves n'a absolument rien de commun avec l'ancienne doctrine de mutualité politique slave. Cela est tout à fait compréhensible. Quel est l'homme politique qui, n'ayant pas perdu l'usage de ses cinq sens, pourrait sincèrement croire à la politique idéaliste du panslavisme de Palatsky? Tant que les esprits seront dominés par des tendances nationalistes, il sera, dans le camp slave, formulé des antithèses. Au moment, où chaque nationalité slave aura développé son individualité selon ses propres convenances, où elle aura assuré son importance politique, alors que la question de nationalité aura été résolue, la mutualité politique parmi les peuples slaves n'aura plus sa raison d'être. Qui pourrait croire à la sincérité des panslavistes russes, ceux-là mêmes qui se lamentent sur le sort des Slaves en Autriche, et qui, en même temps, approuvent la politique d'oppression à outrance de leurs « frères slaves » en Russie.

Envisagé au point de vue strictement scientifique, le panslavisme n'a aucun fondement. La doctrine de l'origine commune de tous les Slaves — doctrine qui doit sa persistance bien plus à la politique qu'à la science — peut séduire quelque novice, mais l'anthropologue qui s'adonne particulièrement à l'étude des types slaves ne saurait y voir qu'une hardie hypothèse. La nation russe elle-même, qui est la plus grande de la famille slave, a au point de vue anthropologique, moins de points communs avec les autres Slaves que n'en ont, par exemple, les Roumains. En outre, on trouve dans la langue russe de profondes traces, que l'élément finnois y a laissées. (Le nom même de la Mecque slave — Moskwa (Moscou) — est un mot finnois.)

Quant à la culture, les intérêts communs slaves présentent un ciment autrement solide que la légende de l'origine commune. Mais que deviennent ces intérêts, alors que les plus fortes souches slaves n'hésitent pas à déclarer à la culture une guerre acharnée, comme le monde slave n'en a jamais connu; alors qu'une nation slave dénonce les tendances civilisatrices d'une nation sœur comme une machination tramée contre toute la race slave à l'étranger et qu'elle ne cesse de combattre ces tendances, laissant voir clairement par là que les véritables intérêts de certains peuples slaves, au point de vue de la culture, sont plutôt en dehors des pays slaves.

Nous n'entendons pas affirmer par là que le panslavisme, aujourd'hui, ne présente a ucune force et qu'il n'ait pas d'adhérents. Bien au contraire! Le panslavisme idéaliste de Palatsky, qui voulait réellement assurer le développement libre de tous les peuples slaves, ne répondait pas à la politique des plus puissantes nations slaves, il a été par conséquent condamné à faire place au panslavisme officiel russe, qui est la réalisation de la politique étatiste du gouvernement russe. Comme nous l'avons déjà fait voir, le panslavisme, en tant que combinaison utile à ses vues, fut bientôt monopolisé par le gouvernement tsariste au profit de l'État. Cette transformation a été opérée avec une adresse sans pareille. Tout en conservant le nom de panslavisme, si cher à tous les Slaves, on s'est attaché à imprimer à ce mouvement le caractère essentiellement panrusse. Cette diplomatie, soi-disant « panslaviste », ne pouvant offrir aux Slaves rien de positif, il a bien fallu rechercher un « ennemi commun », qui ne tarda pas à apparaître sous l'aspect de la civilisation dans l'Europe occidetnale, « mère du socialisme ». Et c'est pour cette raison que dans tous les pays de l'Europe centrale le gouvernement russe entretient des agents officieux dont le rôle est de propager l'idée étatiste russe en la présentant comme la cause commune des Slaves : un grand groupement de peuples appartenant à la race slave. Il va sans dire que le fameux Testament de Pierre le Grand fait partie intégrante du programme néopanslaviste. On sait que ce Testament, qu'Eon avait apporté de Pétersbourg en 1757, a été publié dans ses *Mémoires*, édités par Galliardet en 1836, à Paris. Il est probable que cette pièce, pareillement à tant d'autres légendes politiques, a été fabriquée par la diplomatie russe qui, pour arriver à ses fins, évoque volontiers les noms des hommes marquant dans l'histoire russe, voire des saints eux-mêmes, vénérés par l'Église orthodoxe. L'origine de ce Testament ne peut, toutefois, avoir pour nous qu'une importance secondaire. Nous nous bornerons à relever le fait, que la diplomatie russe a toujours marché dans la voie tracée par Pierre le Grand, qui doit être considéré comme l'initiateur de la politique impérialiste en Russie. Il avait conçu l'idée d'unifier tous les pays annexés à la Russie et de subjuguer au pouvoir des tsars les deux parties du monde. Dans son Testament, cette politique revêt la forme de programme gouvernemental, si bien que, à l'occasion de tout événement politique d'une certaine importance, les hommes politiques

et les publicistes russes ne manquent pas d'affirmer que les idées exposées dans le Testament de Pierre le Grand sont profondément enracinées dans les esprits en Russie. Les Russes, disent-ils, ont la croyance que la Russie est appelée à remplir une grande mission dans le monde, mission qui rehaussera encore le prestige qui lui est actuellement acquis et qui consacrera sa qualité de représenter tous les peuples slaves. On s'applique, dans ce but, à inculquer systématiquement aux nations slaves l'idée de revanche. Et on saisit la première occasion qui se présente pour exalter les têtes échauffées, incapables de critiques. Lors des fêtes données à Prague en l'honneur de Huss, la presse panslaviste, tout en rendant hommage au grand Bohémien comme lutteur pour l'indépendance des peuples slaves et comme adepte de la vraie orthodoxie, invitait, en même temps, les Slaves à demeurer fidèles à leurs traditions et à travailler à l'union fraternelle de tous les peuples slaves.

La *Société slave de bienfaisance*, à Moscou, organisa à l'occasion de ces fêtes une manifestation panslaviste. M. Tcherep Spiridowitch, consul serbe à Moscou, président de cette société, a prononcé un discours dans lequel il a dit entre autres choses : « Huss a symbolisé en sa personne la liberté slave, l'émancipation des Slaves du joug teutonique; il a annoncé l'aube de la renaissance des peuples slaves. » Puis, en parlant de la bataille près de Taunenberg, dans laquelle les Slaves infligèrent aux Germains une défaite qui eut de si graves conséquences : « Aujourd'hui, dit-il, il est nécessaire de travailler à l'union fraternelle de tous les Slaves. » Il rappela à ses auditeurs la devise de l'Ordre allemand qui fut anéanti près de Taunenberg et qui est celle-ci : *Extermination des Slaves* ou *leur germanisation,* et il ajouta que ces derniers devaient se préparer à un nouveau Taunenberg. « Il faut, conclut-il, que les Polonais, les Russes, les Tchèques et tous les autres peuples slaves marchent la main dans la main et coude à coude pour combattre l'ennemi commun... » Mais, que ce « nouveau Taunenberg » devrait, en premier lieu, être préparé contre la Russie, que c'est là, aujourd'hui, « l'ennemi commun » le plus redoutable, les chefs panslavistes oublient, naturellement, de le dire.

Les intellectuels, dans les pays slaves, sont pour la plupart fanatisés dans cet esprit panslaviste. Et si réellement il survenait entre le tsarisme et l'Europe occidentale un conflit, — qui, selon messieurs les panslavistes, est inévitable, — on s'apercevrait alors que

la Russie n'a pas travaillé gratuitement. Les gouvernants russes se sont toujours montrés très habiles quant à faire le travail de taupe et à combiner des machinations. Aussi la propagande panslaviste, que les diplomates russes savent faire en maîtres, n'est pas aussi inoffensive qu'on le croit habituellement. Ce n'est pas sans raison que toute l'Europe centrale est enveloppée d'une sorte d'avant-postes russes et ce n'est pas pour rien que les représentants avérés des « intérêts slaves » se plaisent à gaspiller chaque année des sommes considérables pour la publication de leurs feuilles et pour la subvention à la presse. Or, toute entreprise sérieuse disposant de fonds ne saurait manquer d'apologistes. C'est ainsi que partout sont recrutés des agitateurs de talent dans le but de faire de nouveaux adeptes à la cause panslaviste. Et, de cette manière, le sage est gagné moyenant la finance et le naïf par la parole.

L'Allemagne est dénoncée comme ennemi séculaire de la Russie, car, suivant le fameux Testament de Pierre le Grand, qui est l'évangile des panslavistes, c'est cette puissance qui présente le plus grand obstacle à l'extension du pouvoir russe en Europe centrale; il est donc indispensable de l'affaiblir consécutivement, tantôt en usant de duperie, tantôt en faisant des alliances savamment combinées ou encore en déployant la courtoisie diplomatique, etc. Les hommes d'État dans l'empire des tsars, ainsi que messieurs les panslavistes qui sont leurs satellites, se sont évertués à mettre tout en œuvre pour réaliser le Testament du premier « tsar de toutes les Russies », c'est-à-dire élever la croix russe dans la sainte ville de Sophia, étendre le pouvoir tsariste en Europe occidentale et en Asie, comme cela a été énoncé officiellement.

A l'occasion de la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la déclaration, par la Russie, de la guerre à la Turquie, le journal russe *Birjewya Wiedomosti* disait :

« Jamais encore la Russie ne s'est trouvée si près de vider son ancienne querelle avec la Turquie comme il y a vingt-cinq ans. Or le traité de Berlin ne saurait être considéré que comme un obstacle passager posé sur la voie dans laquelle, depuis Pierre le Grand, la Russie s'était engagée. En suivant cette voie, la Russie a assumé une tâche qui n'est pas facile à accomplir; consciente d'être prête à l'aborder, elle a tenu à commémorer la date du 25 avril 1877. »

Ici encore, il appert avec évidence que la diplomatie russe s'est servie du panslavisme pour en faire son avant-garde en Europe

centrale, qu'elle a eu soin de discipliner en vue de faciliter l'expansion de l'influence russe. Il suffit d'être tant soit peu initié à ces choses-là pour s'en rendre compte.

M. Baudouin, professeur et investigateur slave distingué, avait un jour exposé dans son cours la thèse suivante : « De même qu'au point de vue de parenté, les peuples slaves ne présentent au point de vue historique, aucun caractère commun qui eût pu justifier l'union fraternelle de tous les peuples slaves. Si les efforts faits dans ce sens ont abouti à présenter cette idée sous une forme concrète, à l'incorporer pour ainsi dire, on ne le doit qu'à la politique jésuitique de la diplomatie russe. Assise sur une forte souche de la famille slave, estimant sa base bien consolidée, la Russie lança l'idée de panslavisme dont, en poursuivant sa politique slave, elle fit son étendard. C'est la réalité du panslavisme russe qui offre une base solide au pouvoir, c'est là aussi la politique utilitaire de la Russie qui s'évertue à élever la force à la hauteur de l'Idéal... » Ainsi parla un savant slave que l'on ne saurait assurément soupçonner d'animosité envers la Russie.

Certes, il serait injuste de représenter tous les panslavistes comme étant à la solde du gouvernement russe, surtout les *dii minorum gentium,* car on compte un très grand nombre d'hommes politiques qui professent de bonne foi le culte du panslavisme. Il faut dire aussi que parmi les moyens dont se sert le gouvernement russe pour maintenir cet ordre de choses, l'intimidation n'est pas des moins appréciables. De même que les actes isolés des particuliers, le mouvement national populaire, qui se manifeste en général chez les peuples slaves, voire toute tendance d'opposition au panslavisme, tel qu'il se présente aujourd'hui, est discrédité aux yeux des Slaves et dénoncé comme manœuvres de leurs adversaires. On sait, que chez les Ruthènes, par exemple, le mouvement national ne date pas d'hier seulement. Sans la coopération qu'ils y ont apportée, les deux peuples slaves les plus puissants, les Russes et Polonais, ne pourraient avoir l'importance historique qui leur est désormais acquise. Pourtant, les Ruthènes étaient toujours traités par la Russie et la Pologne en mineurs, à l'instar d'un adolescent sur le dos duquel on peut faire pleuvoir tous les coups, ce qui n'empêchait pas, pourtant, les deux adversaires de se disputer durant des siècles la peau de ce mineur. Les Polonais n'ont jamais cessé d'affirmer que le peuple

ruthène était absolument identique au peuple polonais et que le mouvement national chez les Ruthènes était suggéré par la politique moscovite. Les Russes, au contraire, désignaient les Polonais comme fauteurs du mouvement séparatiste chez les Ruthènes et ils dénonçaient les tendances nationalistes de ceux-ci comme une manœuvre polonaise.

Cette politique, qui consistait à rejeter les uns sur les autres la responsabilité d'avoir suscité le mouvement national chez les Ruthènes, ne pouvait cependant invoquer sa justification pour avoir été adoptée de longue date ; son inconséquence n'était que trop évidente. En outre, dans ces dernières années, l'idée d'une alliance russo-polonaise, dans le but de combattre le mouvement national ruthène, germa dans certains cerveaux d'hommes politiques russes et polonais. Néanmoins, ce mouvement, en prenant des proportions toujours plus grandes, amènera nécessairement des difficultés, surtout pour le gouvernement russe, qui par des décrets draconiens, prohibant la littérature slave en Russie, croyait être à même de supprimer la question nationale ruthène. Or les Ruthènes représentent un grand peuple, qui occupe tout le territoire entre la Russie et l'Europe centrale, notamment l'Europe méridionale, et qui, par conséquent, pourrait être appelé un jour à jouer un rôle considérable dans le conflit du tsarisme avec l'Europe occidentale. L'Ukraïne est généralement désignée comme le « cœur des pays slaves ». S'emparer de ce cœur pour l'approprier, en le russifiant, à l'organisme du Nord russe, fut donc un des problèmes de la plus grande importance que la Russie eût eu à réaliser. (Primitivement, on avait projeté le même plan relativement à la Pologne, mais, par la suite, on a dû l'abandonner).

Les efforts du tsarisme dirigés contre la nationalité ruthène demeurèrent vains. Malgré les répressions, la littérature ruthène se développe et fait chaque jour de nouveaux progrès. Depuis vingt ou trente ans, elle tend à prendre une place importante parmi les littératures slaves. Les savants russes eux-mêmes lui reconnaissent ce titre et admettent son indépendance nationale. Quant aux Ruthènes de Russie, les Ukraïniens, ils viennent en Galicie pour fonder leurs institutions nationales, de même que pour éditer des ouvrages en langue ukraïnienne, qu'ils font ensuite expédier clandestinement en Russie. Les Polonais qui ont de l'autorité en Galicie ne se doutent pas de l'appui que les Ruthènes de

Russie apportent à leurs frères en Autriche, autrement, ils ne manqueraient pas, eux non plus, de mettre la question ruthène à l'ordre du jour.

Cet état de choses a déterminé les deux frères slaves à abandonner le système des reproches dont ils s'accablaient réciproquement à propos d'une question qui leur tenait à cœur à tous les deux, pour se mettre à la recherche de quelque nouvelle machination en dehors. Celle-ci fut vite trouvée. Ne fallait-il pas, en effet, penser à l'action de l'ennemi commun? Et tous les deux furent unanimes à reconnaître dans le mouvement national ruthène une manœuvre machinée par l'Europe occidentale. Cet accord se fit pour ainsi dire télégraphiquement.

A propos du voyage de l'empereur d'Autriche à Berlin, le correspondant du *Novoié Wremya* télégraphiait à cette feuille, en date du 3 mai 1900 :

« Le grand-duc Franz Ferdinand, héritier présomptif du trône, n'accompagne pas l'empereur, bien qu'on se soit attendu à le voir se rendre à Berlin, afin de donner un démenti aux bruits qui courent, d'après lesquels il désapprouverait la politique d'adaptation à l'Autriche-Hongrie des projets élaborés à Berlin. Ces bruits transpirèrent dans la presse française, et les feuilles officieuses autrichiennes ne cherchèrent pas à les controverser. A part le comte Goluchowski, l'empereur est encore accompagné du baron v. Beck, général en chef de l'état-major, qui se rendit célèbre par sa coopération à l'expansion de la politique austro-hongroise en Orient. Le général Beck, d'un commun accord avec feu le comte Kalnoky, avait engagé le gouvernement autrichien à constituer le parti politique ukraïnien (ruthène) dans l'est de la Galicie. »

Ainsi, le mouvement ruthène fut, sans plus de façon, associé à la politique d'expansion autrichienne. En d'autres termes, le baron v. Beck et le comte Kalnoky avaient entrepris de gagner à leur cause les Ruthènes de Russie — les Ukraïniens — et, pour arriver à leurs fins, ils soulevèrent la question ruthène en Galicie. Mais on oublie volontiers, en faveur de la politique panslaviste, que la renaissance des Ruthènes en Galicie est de beaucoup antérieure au ministère Kalnoky et au baron v. Beck.

La presse panslaviste s'emploie chaque jour avec une ardeur nouvelle à répandre dans le public des affirmations de ce genre.

Pour faire mieux ressortir le caractère de cette politique, nous citerons quelques passages d'un article publié dans la *Gazeta Narodowa,* organe officiel de la noblesse polonaise et qui est notoirement le canal des hommes d'État polonais. Sous le titre *Confession d'un Hakatiste*, l'auteur de l'article rapporte une conversation entre un politicien polonais et un haut personnage prussien. Il cherche à persuader d'abord à ses lecteurs qu'il y a une corrélation entre le mouvement « révolutionnaire » toujours croissant chez les Ruthènes en Galicie, aussi bien qu'en Russie méridionale, et le *hakatisme* prussien; que le mouvement ruthène n'est autre chose qu'une manœuvre allemande. Puis, vient le colloque lui-même. Le mystérieux homme d'État prussien (évidement un ministre) affirme que les Allemands et les Polonais seront amenés à se faire la guerre à outrance, ces derniers étant trop bons Slaves. Quant à la Russie, l'Allemagne est en mesure de la tenir toujours en respect, attendu qu'elle exerce une influence notable dans la direction des affaires de ce pays, les finances et l'industrie russes étant entre les mains des Allemands. Les populations occupant le sud de la Russie et l'est de la Galicie, et qui forment un grand peuple ruthène, n'auront rien à y perdre. Les Allemands auront ainsi à leur disposition des légions toutes prêtes à intervenir, car, l'indépendance nationale des Ruthènes une fois reconquise, ils n'auraient pas de raison à nous disputer les frontières, ni à s'attacher au boycotage de notre civilisation. Et l'homme d'État allemand de conclure :

« Après le conflit que nous aurons eu avec la Russie, les villes de Varsovie et de Wilna, de même que les provinces baltiques, nous sont acquises; le territoire s'étendant jusque la mer Noire est aux Ruthènes qui, désormais, demeurent sous notre égide. Plus confiants que les Polonais, plus forts aussi et présentant un plus grand danger pour la Russie, aussi bien que pour le panslavisme, nous n'aurons pas de peine à obtenir leur adhésion... Un enfant serait à même de comprendre que les Polonais sont toujours prêts à se réconcilier avec la Russie, à moins que celle-ci ait consenti à une concession quelconque, si anodine qu'elle soit, et que les deux peuples feraient alors cause commune pour se porter contre nous afin de se venger de leur « ennemi séculaire » et de lui arracher les provinces polonaises... »

Il est tout au moins naïf de prêter de telles paroles à un homme

d'État prussien, car la Prusse est une des puissances les mieux disposées du monde en faveur de la Russie. Cela nous conduirait trop loin si nous voulions rapporter tout ce qui est insinué dans cet esprit par la presse slave ou, seulement, ce que les savants panslavistes exposent dans leurs écrits. Messieurs les panslavistes vont même très loin dans leurs affirmations. Et si le professeur Florinsky, ce prophète panslaviste, « philosophe » charlatan, eût jugé utile de joindre à sa fameuse doctrine, relativement au danger germain et à la mission de Russie, cette thèse, que le développement et l'expansion du mouvement national parmi les Ruthènes de Russie doivent être attribués aux intrigues menées en Europe occidentale, nous ne serions pas étonné d'une si géniale invention; nous ne savons que trop, que les publicistes panslavistes ne se lassent pas de dénoncer tout mouvement national slave, qui n'est pas à l'unisson avec le chœur panslaviste, comme étant suscité par des machinations des ennemis des peuples slaves. Toutes ces insinuations ayant pour objet les manœuvres polonaises, autrichiennes ou allemandes ne sont donc que de purs mensonges, parfaitement avérés. De plus, par des mesures d'oppression, que les Polonais puissants ont, de concert avec les gouvernants autrichiens, adoptées à l'encontre des Ruthènes en Galicie, ils ont, pour ainsi dire, avoué que le progrès du mouvement ruthène est de nature à leur inspirer de l'inquiétude.

Les Ruthènes de Russie étaient, tout récemment encore, méconnus par les Allemands, comme en général, par les Occidentaux. Messieurs les panslavistes font, à l'endroit de cette population, abstraction des faits historiques de la façon la plus grotesque, car la question nationale chez les Ruthènes de Russie a pris naissance lors de l'annexion même de l'Ukraïne à l'empire des tsars, c'est ce que nous allons démontrer plus loin en nous appuyant sur des faits authentiques. La russification de l'Ukraïne n'est donc pas de date récente, elle a bien son histoire, sinon glorieuse, toutefois assez longue. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que des hommes politiques à l'étranger, surtout des politiciens slaves en Autriche, ont adopté la politique de dénationalisation d'une grande souche slave, en même temps que de la réalisation des rêves panrusses. Le système politique des panslavistes d'aujourd'hui est basé sur ce principe, que les Ruthènes, en tant que nation indépendante ne doivent pas compter parmi les peuples européens.

C'est surtout dans la politique observée à l'endroit de l'Ukraïne et de la nation ruthène en général que se traduit la substance même du panslavisme actuel. Dans ce concert, le gouvernement russe apparaît comme organe exécutif, et ses actes sont magnifiés, dans tous les pays, par les agitateurs panslavistes qui ne manquent pas d'y apporter des commentaires utiles. Il appert de là que le *panslavisme,* le *panrussisme* et le *tsarisme* ne font qu'un; nous pouvons donc, en toute conscience, considérer ces trois appellations comme synonymes.

III

LA POLITIQUE TRADITIONNELLE DU GOUVERNEMENT RUSSE EN UKRAÏNE.

Nous essayerons de faire rapidement l'historique de la russification de l'Ukraïne par le gouvernement russe et nous nous efforcerons de faire connaître les motifs qui y ont déterminé la diplomatie russe. On a pu voir, d'après ce que nous venons d'exposer, que la politique intérieure du « tsar blanc » à l'endroit de l'Ukraïne marche de front avec sa politique extérieure. La chancellerie russe espérait, en russifiant ce pays, se frayer une voie vers la conquête du pouvoir dans le monde entier. Nonobstant les échecs subis, on ne se résigne pas en Russie à abandonner cette idée folle; il est entendu que c'est là l'expression du génie même du peuple russe, qui veut une politique étatiste, — génie que M. Pobiedonostseff fait incessamment miroiter aux yeux du tsar en invoquant la tradition de Pierre le Grand et des noms célèbres dans l'histoire russe, qui avaient exercé une autorité dans la politique du pays, en persuadant à son auguste maître qu'en Russie il faut à tout prix maintenir, dans toute sa force, la sainte autocratie consacrée par ses prédécesseurs.

Tout cela paraît paradoxal; cependant c'est là une vérité incontestable. Car, en Russie, les éléments libéraux eux-mêmes, bien que combattant énergiquement l'autocratie, ne sont pas entièrement émancipés de cette conception de génie étatiste russe. On voit des esprits très avancés faire de cette idée erronée un

véritable culte et, s'ils désapprouvent, en général, la politique du gouvernement russe, c'est que le système de l'absolutisme n'est plus tenable et qu'ils seraient heureux de le voir aboli. De même que la Russie officielle, la Russie non officielle croit fermement que le peuple russe est fait d'éléments différents, absolument étrangers aux populations de l'Europe occidentale, cependant qu'il se voit forcé d'emprunter à celles-ci leur culture. Certes, ces postulants à l'héritage de l'Europe n'interprètent pas de la même façon la mission que la Russie est appelée à accomplir dans le monde, mais bien suivant les besoins du parti politique auquel ils appartiennent. Et même, les représentants des partis politiques les plus avancés ne croient pas devoir abdiquer la traditionnelle politique du panrussisme — sur ce point ils sont conservateurs, — et dans leurs projets de constitution, on chercherait en vain un article consacrant l'autonomie de l'Ukraïne ou seulement une allusion à l'égalité des droits civiques pour les Ukraïniens; partant, tout effort tendant à la renaissance politique de l'empire russe, tout mouvement libéral négligeant la situation actuelle en Ukraïne et faisant abstraction de son autonomie, serait un véritable travail de Sisyphe. Tant que les Ukraïniens seront assimilés à la classe inférieure en Russie, tant que les lois en vigueur dans ce pays ne seront pas appliquées également aux Ukraïniens comme aux Russes, la centralisation et l'absolutisme persisteront, même dans le cas où la forme gouvernementale aurait changé de nom. L'Ukraïne est le pays où l'arbitraire du gouvernement moscovite apparaît avec le plus de brutalité. Dans aucun autre pays subjugué au despotisme russe celui-ci ne se laisse aller à de telles orgies; nulle part ailleurs il ne s'entête avec tant de cynisme dans la négation des droits primordiaux de l'homme et dans le mépris des droits d'un peuple. On comprend que l'autocratie défende avec acharnement son pouvoir et ne se laisse ravir aucune de ses prérogatives, léguées par la barbarie; mais ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que ces prérogatives soient tacitement reconnues par une démocratie. D'autre part, nous ne pouvons ne pas nous étonner de la myopie des esprits libéraux en Russie, car nous ne saurions mettre en doute leur bonne foi. Ils n'osent pas soulever la question ukraïnienne, ils en ont une sainte peur et se la représentent comme un dangereux écueil contre lequel se pourrait briser la merveilleuse com-

binaison de Pierre le Grand, et le beau rêve de panrussisme s'évanouirait.

La pensée la plus chère à ce tsar — ainsi qu'à ses prédécesseurs — était d'établir l'uniformité dans son empire. Lorsque Mazepa fut élu hetman de l'Ukraîne, il lui fut, ainsi qu'à toutes les hautes autorités du pays, impliqué le devoir de veiller à ce que « le peuple petit russien (ukraînien) s'unisse à la population de la grande Russie par toutes sortes de liens possibles, tel le mariage qui est une union indissoluble, et autres unions encore... »

Cette tactique de Pierre le Grand fut, avec la chute de Mazepa, érigée en système politique. On sait que ce tsar avait ordonné aux écrivains et aux savants ruthènes de quitter leur ville de Kieff pour venir s'établir à Moscou, cela, dans le but de faire disparaître la différence qu'il y avait alors entre l'Ukraîne et la Moscovie au point de vue de la culture. Le souverain lui-même prit le titre de « tsar de toutes les Russies », au lieu de celui de « tsar de Moscou » qui avait été attribué à ses prédécesseurs. Peut-être en adoptant cette tactique, le Réformateur russe espérait-il mettre fin à l'antagonisme séculaire entre l'Ukraîne et la Moscovie. A la fin du XVIII[e] siècle, Catherine II fait disparaître les derniers vestiges de l'autonomie en Ukraîne, et ce pays ruthène devient simplement une province russe que l'on appelle officiellement : Petite Russie. Ce nom tient encore du système de nivellement inauguré par le « Grand Réformateur ». Et ce n'était pas encore tout pour régulariser les flots de la mer slave. Le danger ne subsistait pas uniquement dans cette digue que l'autonomie politique de l'Ukraîne opposait à l'autocratie, mais on le voyait encore dans l'indépendance intellectuelle du peuple ukraînien. En effet, déjà au XVI[e] siècle, il y avait en Ukraîne des imprimeries libres, non pas seulement pour l'impression des livres saints et des éditions religieuses, mais aussi pour des publications littéraires laïques[1]. Après son annexion à la Russie, l'Ukraîne a, peu à peu, entièrement perdu son autonomie; ses affaires intérieures sont désormais « réglées » par l'administration moscovite, et elle doit au premier « tsar de toutes les Russies » d'avoir été dotée d'une nouvelle institution qui a reçu le nom de

1. Le peuple russe, à cette époque se montrait réfractaire à l'art de Gutenberg. La maison elle-même dans laquelle se trouvait l'imprimerie russe était assaillie et démolie. Dans l'imprimerie, qui a été installée plus tard, on ne faisait imprimer que les livres saints, par conséquent exempts de toute censure.

« Censure russe » hélas! trop connue du monde civilisé, au milieu duquel elle est appréciée comme elle le mérite. Pierre Ier rendit notamment un ukase, en date du 5 octobre 1720, en vertu duquel les imprimeries ukraïniennes à Kieff et à Tchernigoff étaient soumises au contrôle du Saint Synode de Moscou. L'ukase ajoutait que, dorénavant, dans ces imprimeries ne seront imprimés que les livres saints d'après des spécimens russes, « afin qu'aucune autre langue ne soit introduite dans ces livres ». C'est le premier décret, visant l'impression des livres en Russie. Il est intéressant à noter que, cette loi, étant promulguée dans l'empire des tsars, devait, en premier lieu, frapper les éditions de langue ruthène ou ukraïnienne. En 1769, le Saint Synode défendit l'impression des abécédaires ruthènes et en fit confisquer toutes les éditions précédentes. C'était la deuxième phase dans le développement de la censure russe qui fut la conséquence logique du système de russification et dont on se servit plus tard dans un but différent.

Aujourd'hui encore on est à cet essai de fusionner les deux nations — deux fleuves dérivant de la même source, pour les faire déverser dans la grande mer russe, où se jetteront aussi les autres fleuves slaves.

On a cherché à effacer toutes les distinctions nationales chez le peuple subjugué, en prenant des mesures aussi draconiennes qu'insensées, et en contradiction évidente avec les exigences de la culture. On a rendu décret sur décret, rédigés dans cet esprit, pour aboutir finalement au fameux ukase de 1876[1], qui fut le couronnement de l'édifice de nivellement. Cependant la force impulsive du génie étatiste panrusse semble s'être épuisée à la longue. Les ukases lancés par les tsars à l'égard du peuple n'avaient pas la vertu de le convertir, non plus que de lui faire abdiquer sa langue maternelle. Et la renaissance nationale des Ukraïniens va toujours en progressant, malgré les obstacles qui lui ont été opposés; sa littérature compte parmi celles du monde civilisé, vis-à-vis desquelles la censure russe demeure impuissante et où la philosophie policière n'est pas en odeur de sainteté. Dans la *Ruthenische Revue,* publiée à Vienne, l'éminent penseur et poète Björnstjerne Björnson flétrit l'ukase de 1876 en le dénonçant comme la plus stupide manifestation dans la vie intellectuelle de l'humanité.

1. V. chap. VI, page 41.

D'autres écrivains de marque, appartenant à diverses nationalités et représentant différents partis politiques, ont aussi donné dans les pages de cette revue la juste appréciation des mesures auxquelles le gouvernement russe a recours pour entraver les progrès de la culture[1]. Il est incontestable que ces mesures n'aboutirent qu'à faire saillir davantage le roc de l'écueil aigu contre lequel viennent se briser les vagues de la mer panrusse. Ici, comme en Extrême-Orient, la traditionnelle politique russe a sombré et les artifices du potentat du Nord ont tourné au ridicule et amené la honte. Les dirigeants de la politique russe pourraient-ils s'illusionner encore de trouver un seul homme d'esprit qui eût foi en leur mission civilisatrice?

Aujourd'hui, seuls les panslavistes et la police prussienne sont capables de se pénétrer de la grandeur de la politique mondiale russe et de l'impeccabilité du système gouvernemental adopté en Russie. Néanmoins, nous nous appliquerons à examiner de plus près les essais de russification ci-dessus mentionnés, dans lesquels persévère le gouvernement russe. Déjà l'exposé sommaire, que nous venons de faire, nous permet de voir que ce n'est pas d'hier que la question ruthène joue un rôle important dans la politique russe; que, par leurs décrets draconiens, les potentats moscovites ont de tout temps affirmé la réalité de cette question. Il ressort nettement aussi de cet exposé, que c'est dans la question ukraïnienne qu'il faut chercher l'origine, voire la base même de la politique « panslaviste » de la Russie. Toutefois, de l'aveu des Russes eux-mêmes, bien renseignés, il faut de longues et longues années encore pour arriver à russifier l'Ukraïne. Or, la russification de celle-ci est poursuivie non seulement parce que le veulent les « traditions » de la politique russe, mais surtout parce qu'on s'attache à y faire résonner la musique panslaviste de l'avenir. Cependant, dans ces derniers temps, la vie nationale en Ukraïne se manifeste chaque jour avec plus d'intensité, par contre, le motif panslaviste y perd de plus en plus en ampleur et en mélodie, pour se transformer sous peu, à ce qu'il paraît, en un véritable charivari.

1. V. *Ruthenische Revue*, Vienne IIe année, nos 11-17.

IV

L'UKRAÏNE ET LE PEUPLE UKRAÏNIEN.

Nous étudierons dans ce chapitre l'objectif même de la politique de russification — ce talon d'Achille du panslavisme — que nous n'aurons pas de peine à reconnaître dans les représailles du gouvernement russe en Ukraîne, représailles qui sont funestes au développement de la culture dans ce pays. Nous pourrons apprécier en même temps jusqu'à quel point est justifiable le but lui-même de la tactique panslaviste.

Le pays qui est occupé par les Ruthènes s'appelle Ukraîne[1]. La plus grande partie du peuple ukraînien est domicilié en Russie. Le reste s'est répandu en Galicie, en Bukovine, et en général dans le nord de la Hongrie. On trouve aussi des colonies ruthènes dans les pays limitrophes de ceux où ils sont établis et même jusqu'en Asie et en Amérique. En dehors de ces petits îlots formés par les colonies, le gros de la population ruthène se masse entre 45° et 53° de latitude et entre 38° et 59°' de longitude. Elle est donc répandue sur une superficie d'environ 750.000 kilomètres carrés. D'après le professeur Hrouschevskyj, la population ruthène se chiffre à 34 millions[2]. Le professeur Niederle, un savant tchèque, l'évalue à 32 millions[3]. Le distingué écrivain ruthène Netschouj-Lewitskyj qui réside en Russie et qui, ayant été initié aux affaires dans plusieurs provinces (gouvernements) de l'Ukraîne, pouvait recueillir des données exactes sur la population dans chacun de ces gouvernements, voire dans chaque district, — estime le nombre des Ruthènes, en Russie seulement, à 32.205.278 et, avec ceux qui sont établis dans d'autres pays encore, ce chiffre, selon lui, doit être évalué au-dessus de 37 millions[4]. Il est impossible

1. On donne aussi à ce pays le nom de *Ruthenia* et de *Petite-Russie;* par conséquent les mots : Ukraînien, Ruthène et Petit-Russien sont des synonymes. V. chap. VIII.

2. *Zur Geschichte des ukrainischen Volkes,* par M. Hrouschevskyj professeur à l'université de Lemberg. (*Ruthenische Revue,* Vienne, III an. n° 9.)

3. *Le nombre des Slaves vers la fin de* 1900, par le Dr. L. Niederle. Prague, 1903 (tchèque).

4. *Die Anzahl der Ruthenen in Europa, Asien und Amerika,* par J. Netschouj-Lewitskyj. (*Ruthenische Revue,* Vienne, III an. n° 10.)

d'établir le chiffre exact de la nation ruthène, vu qu'une grande partie de celle-ci est fixée en Russie, laquelle a intérêt à dissimuler l'existence même de la nationalité ruthène et qui cherche à en diminuer au moins l'importance numérique. A part cela, il faut tenir compte de ce fait, que, lors du dénombrement de la population en Russie, les soldats, les employés dans les administrations, les élèves dans les écoles, les pupilles de différentes œuvres, les étudiants dans les hautes écoles, etc. ont été portés sur les listes de recensement comme étant de nationalité russe, attendu que le russe est la langue officielle dans les administrations et dans toutes les écoles. Néanmoins, si peu qu'ils soient conformes à la réalité, nous emprunterons, dans cette étude, les chiffres officiels résultant du recensement de 1897 et nous nous servirons en cette matière de l'échelle administrative. D'après la statistique officielle, il y avait en 1897, en Russie d'Europe, 22.380.551 habitants de nationalité ruthène. C'était, assurément, le minimum de la population ruthène à cette époque dans l'empire des tsars. Si nous en calculons l'accroissement normal jusqu'à la fin de 1904 en nous basant sur les données officielles, nous obtenons le chiffre minima de la population ruthène en Russie, il y a dix ans, dépassant 26 millions. En Autriche, en 1900, les Ruthènes étaient au nombre de 3.380.000, et en Hongrie au nombre de 429.447. Ainsi, d'après les statistiques officielles, en Europe seulement, il y a plus de 30 millions d'habitants de langue ruthène, qui forment une masse compacte et qui ont leur propre culture, leur histoire, leur langue, leur littérature, mais qui, à cause des circonstances particulières dans leur histoire et des complications politiques, demeurent dans l'oubli, on pourrait dire, sont exclus de la famille des peuples européens. Comment ce phénomène s'est-il produit? — c'est ce que nous essayerons d'élucider très brièvement.

La vie historique du peuple ruthène commence avec le VIe siècle, et presque à la même époque on le trouve établi sur le territoire qu'il occupe aujourd'hui. Les historiens slaves, notamment dans l'est, avaient admis pendant un certain temps que, avant l'invasion des Tartares, l'Ukraïne (particulièrement la ville de Kieff), était habitée par les Russes, et que les Ruthènes sont venus s'y domicilier beaucoup plus tard, arrivant de Galicie et de Wolhynie. Cette thèse a été chaleureusement défendue par

M. Pogodine, le célèbre panslaviste russe. De même que tant d'autres « doctrines fondamentales » du panslavisme russe, cette théorie tient de la politique et ne saurait être opposée à la critique scientifique. Les historiens dignes de ce nom l'ont désavouée depuis longtemps[1]. Une autre théorie encore, qui voit dans certaines particularités de la langue ruthène une origine serbe, n'est pas plus heureuse. Des philologues les plus éminents sont unanimes à reconnaître que la langue serbe n'a pas d'ancienneté sur la langue ruthène, pas plus que sur les autres « dialectes » slaves. (Les premiers philologues russes prenaient comme point de départ l'hypothèse que dans les temps il n'existait qu'une langue slave unique, et ils donnaient à toutes les langues parlées aujourd'hui dans les pays slaves le nom de *dialecte*.) Le distingué savant russe Lamanskyj, dont l'autorité dans le domaine philologique est incontestable, affirme que dans la langue ruthène moderne se retrouvent certaines particularités propres aux langages des temps préhistoriques. D'autres slavophiles encore, comme Gretsch, voient dans la langue ruthène une variété de la langue polonaise.

Enfin, on regarda du côté de la politique de russification en Ukraïne, motivée par les besoins historiques et se basant sur des données scientifiques. Ces investigations étaient poursuivies passionnément tant qu'on pouvait y puiser des arguments *pour*, mais non *contre* cette théorie. Et de cette façon, on ne tarda pas à arriver à la meilleure des solutions, notamment, que la langue ruthène n'est qu'un simple dialecte, dérivé de la langue russe. Cependant cette conclusion ne pouvait être opposée longtemps aux déductions scientifiques. Le Professeur Dr. F. Miklosich, qui est le plus célèbre philologue slave, a exposé son avis à ce sujet dans les termes suivants : « La langue petite-russienne est, au point de vue scientifique, un idiome tout à fait indépendant qui ne peut être assimilé à un dialecte dérivant de la langue russe[2]. » Les linguistes et les critiques russes de marque comme Lavrovsky, Bodiansky, Jytetzkyj, Pypine[3], de même que les linguistes

1. *L'Histoire de l'Ukraïne*, par le professeur M. Hrouschevskyj, Lemberg 1898, t. I, pp. 115-116 (ruthène).

2. Miklosich. *Lautlehre der slawischen Sprachen*. Vienne, 1852, p. IX (allemand).

3. Pypine. *L'histoire de la littérature slave*, t. I, 2me édition. Pétersbourg 1879, pp. 306-315 (russe).

renommés européens comme Schleicher, Friedrich Müller, A. Hovelaque, Talvi, Hins et autres, se sont prononcés dans le même sens. Toutefois, nous devons faire observer qu'une si parfaite uniformité de langage n'a jamais existé chez aucun autre grand peuple. A la suite de violentes perturbations que, dans les temps, les populations ruthènes avaient éprouvées, celles-ci se trouvèrent mélangées les unes aux autres, ce qui a beaucoup contribué à l'unification des peuples ruthènes et surtout à la formation d'une langue ruthène unique.

Le distingué historien prof. M. Hrouschevskyj écrit à ce sujet : « Les dialectes archaïques se sont conservés dans les pays attenant à la zone montagneuse du côté de l'ouest et à celle du côté du nord, couverte de forêts, et qui ont été moins atteints par ces fluctuations. Tous les autres dialectes ukraïniens accusent un caractère plus moderne et ne se distinguent que très peu les uns des autres, tandis que les anciens dialectes en diffèrent sensiblement et présentent en même temps une très grande différence entre eux-mêmes. Quatre cinquièmes environ de la population ruthène parlent ces nouveaux dialectes qui impriment un certain caractère aussi bien à la langue ukraïnienne parlée, qu'à la langue littéraire, dont ils constituent la base. Ces dialectes modernes résultent de l'enchevêtrement de la population ukraïnienne dans le passé, qu'aucun autre peuple n'a jamais subi...[1] »

Grâce à cette circonstance, la langue ukraïnienne parlée et même la langue littéraire se sont trouvées en Ukraïne dans des conditions plus favorables que les langues littéraires dans tous les autres pays slaves. Et c'est pour cela qu'aucune langue slave ne saurait être substituée à la langue littéraire ukraïnienne (ruthène), surtout étant donné qu'une littérature ne constitue pas le bien intellectuel d'un peuple, uniquement pour la raison qu'elle est écrite dans sa langue. Et c'est pourquoi la croisade entreprise contre la littérature nationale des Ruthènes — croisade qui, après l'annexion de l'Ukraïne à la Russie, passe en fil rouge à travers toute son histoire, — n'a déterminé aucun changement au point de vue de leurs tendances nationales.

Récemment encore, dans leurs publications, les savants et les

1. *Aus der Geschichte des Ukrainischen Volkes*, par le professeur M. Hrouschevskyj (*Ruthenische Revue*, III an. n° 9, p. 229).

écrivains russes développaient amoureusement cette thèse, que, dans les temps éloignés, il avait existé une langue unirusse, dont seraient dérivés plus tard les idiomes ukraïnien et russe qui sont parlés, le premier dans la Grande-Russie et le second dans la Petite-Russie (Ukraïne). (Auparavant, la langue ukraïnienne (ruthène) était désignée scientifiquement comme un simple dialecte dérivant de la langue russe). Néanmoins, pour le plus grand désappointement de tous les panslavistes, dans les derniers temps, les philologues et les historiens russes les plus réputés sont arrivés à cette conclusion qu'une langue unirusse n'a jamais existé. En ce qui concerne la langue ruthène, nous nous contenterons de reproduire l'exposé officiellement publié par l'Académie des sciences, à Pétersbourg. A la suite des protestations multiples et souvent réitérées envoyées au Gouvernement par les administrations locales et par les conseils municipaux de l'Ukraïne, de même que par les différentes corporations de ce pays contre la prohibition de la langue ukraïnienne, le Conseil des ministres fut amené à s'en référer au gouverneur de Kieff, à l'Académie impériale des sciences et aux professeurs des universités de Kieff et de Kharkoff, en leur demandant d'émettre leur avis à ce sujet. Et ces différentes institutions se prononcèrent sans réserve pour la suppression de ces lois restrictives. Le mémoire de l'Académie des sciences de Pétersbourg, qui a été livré à la publicité[1] et, par conséquent, revêt le caractère d'un document officiel, rédigé par des hommes de science, est particulièrement important. Pour élaborer ce mémoire, l'Académie nomma une commission spéciale composée des savants : F. Korsch, A. Schakhmatoff, A. Tamintzine, W. Zalenskyj, F. Fortounatoff, A. Lappo-Danilevskyj, S. Oldenburg. Le distingué linguiste A. Schakhmatoff a été nommé rapporteur. Dans son mémoire, l'Académie impériale des sciences, en prenant pour point de départ cette thèse que le peuple ruthène représente une nation distincte, dont l'idiome forme une langue indépendante et qui a ses traditions historiques, conclut à son droit incontestable de poursuivre librement le développement de sa culture. Les savants russes mentionnent dans ce mémoire le *peuple russe* (les habitants de la

1. Académie impériale des sciences : *De la suppression de la restriction pour les publications dans la langue petite-russienne.* Saint-Pétersbourg, 1905, III, 96. Publié sur l'ordre de l'Académie impériale des sciences, Mars, 1905 (russe).

grande Russie) et le peuple *petit-russien* (ukraïnien); ils reconnaissent donc à chacun de ces peuples une nationalité indépendante. De même, ils font mention de deux langues différentes, l'une parlée dans la grande Russie, et l'autre dans la petite Russie, il n'y est donc pas question de « dialectes ». Ces savants ont également démontré qu'une langue unirusse littéraire n'a jamais existé. Nous reproduisons textuellement ces termes du mémoire : « Tous les faits ci-dessus énoncés ont amené l'Académie des sciences à la conclusion, que la population ruthène en Russie doit avoir le droit égal avec la population russe d'user de la parole et d'écrire dans sa langue. »

Nous nous sommes attardé sur la question de langue, qui est une des plus ardues, parce que souvent elle est traitée d'une singulière façon. Et nous avons apporté les noms des savants compétents dont l'autorité en la matière est généralement reconnue, pour faire connaître les appréciations des hommes qui dans leurs investigations scientifiques ont uniquement cure de la vérité et ne se laissent pas entraîner par les *pia desideria* de la politique.

Comme nous l'avons déjà fait observer plus haut, le peuple ruthène, qui a élaboré une langue à lui, a aussi son histoire. De plus, il a joué un rôle important dans celle de l'Europe orientale. Les Ruthènes ont soutenu des luttes acharnées et pénibles contre les envahisseurs nomades venant de l'Orient, luttes qui furent grosses de conséquences, car ces combattants parvinrent à refouler les conquérants asiatiques et à se soutraire ainsi à leur domination. Les historiens slaves s'accordent dans leurs conclusions sur ce point que, politiquement, la nation russe s'est constituée plus tard que les Ruthènes[1]. Au IXe siècle des populations vinrent s'établir dans les environs de Kieff, qui se fédérèrent et donnèrent à leur pays le nom de *Rous;* celui-ci ne s'étendait pas à la Russie d'aujourd'hui. La Rous s'appelait en latin Russia, Ruscia ou Ruthenia, et le peuple lui-même s'appelait Rutheni, Rusci ou Russi. Nous trouvons le nom de « *Rutheni — Ruthenia* » dans des documents plus anciens, comme par exemple dans les chroniques polonaises au commencement du XIIe siècle; au Vatican, dans un manuscrit daté de 1150 (Matthei cr. episc. epistola ad s. Bernardum abbatem claravellensem. De suspicienda Ruthenorum conversione); dans un

1. V. l'ouvrage de Pypine cité plus haut, t. I, p. 309.

document des Coloman hongrois datant de 1226; dans un écrit du pape Grégoire IX, du 24 février 1233, de même que dans nombre d'autres annales et de différents écrits appartenant à cette époque[1]. Les pays situés à l'est et au nord de la Ruthenia furent habités par les Finnois, auxquels vinrent se mêler quelques souches slaves descendues de l'est et ayant une parenté avec les Ruthènes, mais en différant au point de vue ethnographique. Ces Slaves et ces Finnois formèrent un nouveau peuple, qui envisageait la Rous proprement dite comme un pays étranger, cependant que sous la domination des Tartars il se constitua en État[2]. Celui-ci était connu plus tard en Europe occidentale sous le nom d'État *moscovite*. On appelait alors la Russie d'aujourd'hui *Moschkovia vel Moscovia* et les habitants de ce pays *Mosci vel Moschi*[1]. Le peuple lui-même s'appelait « moskovsky » et les chefs avaient le titre de « princes moscovites ». Plus tard, lors de la décadence de la vieille Rous et à la suite des événements d'ordre dynastique qui affligèrent ce pays, la Moscovie se réclama de l'héritage de la Rous. Déjà les souverains moscovites prennent le titre de « Prince de toute la Russie », tandis que Pierre le Grand s'arroge celui de « *Tsar de toutes les Russies* ». Entre temps, le pays habité par les Ruthènes, avec sa capitale Kieff, prend le nom d'Ukraïne, usité déjà au XIII[e] siècle. Celui de Rous était peu à peu abandonné, enfin entièrement oublié et devint tout à fait étranger au pays. Ce changement de nom s'opéra de la façon suivante : Les Ruthènes, originaires de l'ancienne Rous avaient déjà leur histoire, et ce n'est que dans la suite qu'ils ont adopté pour leur pays le nom d'Ukraïne, cependant que les Moscovites s'approprièrent celui de Rous. Il paraît qu'avec le nom de Rous les Moscovites croyaient devoir s'emparer anssi de l'histoire de ce pays, de sorte qu'aujourd'hui encore on admet volontiers que ce sont les Ruthènes qui sont venus en dernier lieu s'établir dans le pays. Les différences ethnographiques que les deux peuples accusaient déjà à leur origine n'ont fait que s'accentuer au cours des temps. Et Moscou, sous

1. Vetera monumenta Poloniae et Lithuaniae, gentiumque finitimarum. Ab Augustino Theimer. Typis Vaticanis. Romae 1860, t. I, p. 23. — « Codex diplomaticus Hungariae, studio G. Fejér, » Budae 1829, t. III, 2° partie, p. 90. — « Monumenta Poloniae historica ». Lemberg 1864, t. I, p. 402.

2. Pypine le relève aussi dans son ouvrage cité plus haut, p. 308.

3. Historica Rusciae monumenta ex antiquis exterarum gentium archivis et bibliothecis deprompta, ab A. J. Turgenevio, Pétersbourg 1841, p. 129-399.

l'influence tartare, se constitua une monarchie centralisatrice et despotique, hostile à la civilisation européenne. Toutes les classes de la nation russe, se voyant asservies, haïssaient ce nouveau régime. Au contraire, en Ukraïne, on jouissait depuis longtemps d'une sorte de *self-government,* le peuple tendant vers l'indépendance et cherchant à s'instruire, un régime nettement républicain s'était peu à peu établi. Le pouvoir suprême et le pouvoir exécutif étaient donnés au hetman, qui était élu par toute la nation. Tous les autres dignitaires et fonctionnaires jusqu'au klerus inclusivement étaient également électifs. Les villes jouissaient de l'autonomie administrative et avaient leurs municipalités organisées sur le modèle de celles de l'Europe occidentale[1].

Le régime démocratique en Ukraïne était représenté par la *Sitch,* qui formait une organisation militaire, très populaire dans le pays. L'instruction du peuple avait atteint un degré assez élevé. Dans les paroisses, à côté des églises il y avait des écoles primaires. Les villes d'Ostrog, Wilna, Brest, Minsk, Lemberg et autres avaient aussi des écoles pour l'enseignement moyen; à Kieff, il y avait déjà une haute école. Les associations ouvrières et les corporations mercantiles formaient des unions qui étaient chargées de l'entretien de toutes ces écoles. Les villes de Zabloudoff, Wilna, Ostrog, Lemberg, Loutzk, Tchernigoff, Kieff et d'autres encore possédaient des imprimeries. A l'époque de leur autonomie, les Ruthènes avaient donc plus de moyens de développer leur culture qu'ils n'en ont aujourd'hui.

Les Russes et les Ruthènes forment bien deux nations distinctes, se différant entièrement non seulement par leur langue, mais encore par leur tempérament, leur mentalité et surtout par leurs traditions. Le régime autocratique, rigoureux et pénible chez les Moscovites comme le genre de vie lui-même n'inspirait aux Ukraïniens qu'un profond dégoût. L'antagonisme, qui a de tout temps existé entre les deux peuples, s'accentua davantage à la suite de l'union de l'Ukraïne avec la Russie (1654). Il se traduisit jusque dans les noms méprisants de *Katsap* et de *Khokhol* que les deux peuples se prêtent volontiers. Dans la bouche d'un Ukraïnien, le premier est une insulte, tandis que le second flatte son oreille.

Vu les faits ci-dessus énumérés, — tout à fait déconcertants

1. V. l'ouvrage en russe de Kostomaroff : *Bogdane Khmelnytzkyj,* Saint-Pétersbourg 1884, t. II, 205-207.

pour nombre de panslavistes — l'éminent historien russe Kostomaroff, professeur à l'Université de Pétersbourg, consacra à l'étude de différentes propriétés au point de vue ethnographique chez chacun de ces deux peuples un ouvrage intitulé : *Deux nations russes*. Que les Russes (de la Grande Russie) et les Ruthènes (de la Petite Russie) soient deux peuples distincts, nul historien russe qui se respecte ne le met plus en doute aujourd'hui. Ce fait ressort assez nettement dans le mémoire de l'Académie des sciences de Pétersbourg que nous avons cité plus haut. Aussi, le gouvernement du tsar, conscient des difficultés qu'il aurait à surmonter pour aplanir les différences caractéristiques chez les deux peuples, usa, pour faire disparaître ces contrastes, de toutes les armes qu'il a eus à sa disposition. Mais l'abîme qui séparait les deux nationalités, au lieu de se combler, n'en devint que plus profond. En entravant par tous les moyens la culture chez les Ruthènes, le gouvernement tsariste, espérant pouvoir ramener les vagues montantes de la mer panslavique au niveau qu'établirent la domination russe et les efforts qu'il fit pour combattre le *séparatisme intellectuel de l'Ukraïne,* n'aboutit qu'à évoquer dans le pays l'esprit des Khmelnytzkyj et des Mazepa. L'histoire de l'Ukraïne après son union avec la Russie est la narration des luttes que le peuple ukraïnien a toujours soutenues contre le despotisme moscovite pour donner libre essor à son développement intellectuel.

V

UNION DE L'UKRAÏNE AVEC LA RUSSIE.

Il y a environ deux cent cinquante ans que le chef de la république ukraïnienne, hetman Bogdane Khmelnytzkyj, a librement consenti l'union de l'Ukraïne avec l'État moscovite. A Moscou régnait alors le tsar Alexis. Le traité de Péréiaslaw, signé en 1654, assurait l'autonomie de l'Ukraïne. En vertu des articles fondamentaux, élaborés par les plénipotentiaires du tsar et ceux du hetman, les relations entre l'Ukraïne et le gouvernement tsariste furent, en grandes lignes, établies ainsi :

Le hetman, élu librement par la nation, exercera en Ukraïne les pouvoirs législatif et exécutif. Le gouvernement tsariste ne

pourra prétendre à une influence sur les affaires dans le pays.

L'Ukraïne aura sa propre milice.

Toutes les fonctions administratives dans le pays ne seront dévolues qu'aux Ukraïniens (Ruthènes), sauf le contrôle, dont les fonctionnaires auront la charge de surveiller le payement de l'impôt au tsar moscovite.

L'Ukraïne élira librement son hetman ; toutefois, le Conseil sera tenu de porter cette élection à la connaissance du gouvernement du tsar russe.

Seront garantis la liberté de conscience et les droits civiques de l'individu, de même que tous les anciens droits du peuple ukraïnien. Le gouvernement du tsar moscovite ne pourra s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Ukraïne.

Le droit de régler les relations de l'Ukraïne avec les autres pays sera réservé au hetman.

Il appert de ces déclarations que l'Ukraïne, en faisant l'union avec la Russie, conservait toute son indépendance et ne devait, dans aucun cas, être soumise au régime tsariste. M. Serguéevitch, l'éminent savant russe et professeur à l'Université de Pétersbourg, estime que le traité que l'Ukraïne avait conclu avec la Moscovie, avait plutôt un caractère personnel ; il dit notamment : « L'Ukraïne ne s'est pas unie à l'État moscovite, elle a simplement reconnu dans le tsar son chef d'État à titre héréditaire.

Cependant, Khmelnytzkyj pouvait bientôt se rendre compte que le gouvernement moscovite était peu disposé à respecter la souveraineté de l'Ukraïne. Il a reconnu sa faute et il s'est efforcé de la réparer ; mais l'Ukraïne étant entourée d'ennemis, cela ne pouvait se faire facilement. Enlevé subitement, par la mort, il n'eut pas le temps de mener à bien son projet de libérer l'Ukraïne de son alliée et laissa l'organisation du mouvement insurrectionnel en pleine activité. Ainsi, ce Khmelnytzkyj qui a été l'artisan de l'Union de l'Ukraïne avec la Russie, fut aussi le premier *séparatiste* dans son pays ; après avoir réalisé l'*Union,* il s'est appliqué à lui faire suivre la *séparation*. Les partisans de l'action panrusse qui persistent à voir l'auteur du projet de l'établissement de l'autonomie de l'Ukraïne dans la personne du hetman Mazepa et qui donnent le nom de *mazepistes* aux adhérents à ce mouvement, ne sont donc nullement fondés dans leurs assertions. Mazepa devait réaliser l'idée que Khmelnytzkyj avait conçue.

Nous avons démontré plus haut que l'antagonisme existant entre l'Ukraïne et la Moscovie tsariste reposait non seulement sur les faits historiques, mais aussi sur une grande différence de culture dans les deux pays. Les hommes qui se trouvaient à la tête de la nation ukraïnienne et qui généralement avaient une instruction européenne, étaient soucieux de l'organisation, dans le pays, de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et ils s'appliquaient à créer des écoles, tandis qu'en Moscovie il en était à peine question. De plus, le peuple ruthène a toujours été inspiré de sentiments démocratiques, et même à l'époque éloignée de son origine il jouissait d'une autonomie communale, qu'il exerçait largement. Aspirant à la culture, il tendait naturellement vers l'Europe occidentale, ce qui avait acquis à sa patrie une importance considérable, car, avant la bataille de Poltava en 1709, le Zaporogié de l'Ukraïne a compté dans la diplomatie internationale. Nous en trouvons le témoignage dans le projet que l'ambassade du roi Rodolphe II avait formé (1594), dans le but d'entreprendre contre les Turcs une action commune avec les cosaques ukraïniens. Au contraire, la Moscovie se montrait absolument hostile à tout progrès, à tout ce qui était nouveau. Et c'est pour cela que les relations entre les deux peuples devenaient de plus en plus insupportables.

On comprendra facilement que le successeur de Khmelnytzkyj, hetman Wyhowskyj, travaillait à l'affranchissement de son pays du protectorat russe. A l'Assemblée nationale, qui eut lieu en 1658 dans la ville de Gadiatch, il fut décidé de faire l'Union avec la Pologne sur la base de *self-government* et d'autonomie entière de l'Ukraïne. Dans les articles du traité négocié avec cette puissance (Pologne), et que nous reproduisons ci-dessous, apparaît nettement le but essentiel que l'Assemblée de Gadiatch poursuivait, dans son aspiration de voir l'Ukraïne alliée à la Pologne.

« Il sera assuré en Ukraïne la liberté de presse et de l'établissement des imprimeries.

« Seront fondées deux universités ruthènes, dont une à Kieff. Des écoles primaires et secondaires seront créées sur toute l'étendue du pays. »

Mais la Pologne ne tarda pas à faire connaître ses véritables intentions. Après le traité d'Androussow, elle partagea fraternel-

lement l'Ukraïne avec la Moscovie. Le second partage de l'Ukraïne eut lieu en 1681; cette fois la Turquie devait en avoir aussi une part. Un siècle après, se voyant fortifié par l'annexion de l'Ukraïne, l'empire des tsars morcela, à son tour, la Pologne elle-même.

Ces deux partages de l'Ukraïne ne pouvaient, certes, lui ravir entièrement son autonomie, mais les puissances qui se l'étaient partagée cherchèrent en premier lieu à démoraliser sa milice nationale. Les colonels de celle-ci étaient désormais choisis parmi les étrangers, immigrés dans le pays — Moscovites, Serbes, Grecs, Arméniens etc., et qui étaient d'une moralité douteuse. L'Église ruthène, subordonnée au Saint-Synode de Pétersbourg, était peu à peu russifiée. La situation faite aux Ukraïniens n'était plus tenable. Le hetman Ivan Mazepa et Gordienko, chef des cosaques du Zaporogié, projetèrent une nouvelle constitution pour l'Ukraïne. Tous les hauts fonctionnaires du pays et les cosaques du Zaporogié jurèrent avec eux de demeurer fidèles à cette constitution. L'Ukraïne devait reconquérir son indépendance et se reconstituer en république, ayant pour chef suprême son hetman, librement élu par la nation entière et dont le pouvoir serait soumis au contrôle du Conseil général. Un des plus importants articles de cette constitution assurait l'égalité des citoyens et l'inviolabilité de l'individu, de même que l'élection libre de tous les magistrats dans le pays.

L'Ukraïne entretenait depuis longtemps des relations avec la Suède, et lorsque le roi Charles XII se vit contraint de faire la guerre avec la Pologne, le Danemark et la Moscovie, il s'allia avec le hetman Mazepa. Et c'est alors que la réforme à l'endroit de l'Église ukraïnienne, ordonnée par le potentat moscovite, fut d'une très grande utilité à celui-ci. En sa qualité de chef suprême du Saint-Synode et par conséquent de l'Église orthodoxe elle-même, il lança un manifeste contre Mazepa, « qui s'est allié avec les Suédois protestants pour anéantir l'Église orthodoxe ». Dans ce manifeste, le tsar promettait à son peuple l'affranchissement de tous les impôts et de toutes les taxes prélevées par le fisc, cependant qu'il excommuniait le hetman ukraïnien et qu'il ordonnait à tous les desservants dans les paroisses de le blâmer publiquement dans leurs sermons. Bref, les tendances séparatistes du peuple ukraïnien furent personnifiées en leur hetman, qui fut voué à

l'exécration de l'Église orthodoxe. Aujourd'hui encore les gouvernants en Russie se tiennent à la tactique de Pierre le Grand et s'efforcent de parachever l'œuvre de nivellement que ce tsar avait entreprise. Le premier dimanche du grand carême, alors que les hérétiques sont solennellement anathématisés dans toutes les cathédrales et les grandes églises russes, le nom de Mazepa est associé à celui d'Arius et à d'autres dissidents notoires de l'église orthodoxe [1]. La peur que le nom seul de Mazepa inspire dans les milieux dirigeants en Russie se manifeste parfois de la façon la plus comique. Ainsi, dans un journal de Pétersbourg les *Peterbourgskia Wiedomosti,* parut en 1852, au mois de janvier, un feuilleton sur la vie parisienne dans lequel l'auteur faisait mention d'une nouvelle danse très en vogue alors, que les Parisiens appelèrent du nom de *Mazepa* et que l'auteur du feuilleton lui-même trouvait d'un très joli effet. Cet éloge de Mazepa mit en grand émoi le bureaucratie russe. Dans les hauts lieux on était stupéfié de voir une telle énormité échapper à la censure, car ce n'était rien moins que de l'hérésie. Le comte Schirinskyj, ministre de l'instruction publique, adressa aussitôt un blâme à M. Peiker, chef du bureau de censure (rescrit du 27 janvier 1852), en même temps qu'à M. Otchkine, directeur du journal ayant publié le feuilleton incriminé. Aujourd'hui encore, le gouvernement russe voit l'esprit de Mazepa même dans le droit ruthène.

Mais revenons à notre sujet. On sait que la désastreuse bataille près de Poltava (1709) mit une fin tragique aux efforts de Mazepa et de Gordienko. Mazepa et ses compagnons durent se réfugier à

1. Un Ukraïnien qui a assisté, il y a dix ans, à la solennité d'excommunication des hérétiques en l'église du couvent de saint Mitrophane, décrit cette solennité de la manière suivante : « L'excommunication est prononcée solennellement et d'une voix tonnante, inspirant la terreur. Des milliers d'hommes et de femmes attendent anxieusement le moment, où seront, en chœur, voués à l'anathème tous les hérétiques qui avaient, depuis des siècles, péché contre le Saint-Esprit. Les moines vénérés, qui, à cause de leur grand âge ou en considération des services qu'ils avaient rendus à la communauté jouissent du privilège de faire la prière dans leur cellule, sont tenus de se rendre à l'église pour assister à ces solennités. Au milieu d'un pieux recueillement de l'assistance, l'archevêque rappelle un à un le nom de chacun de ces grands pécheurs, en s'écriant : « Mazepa, anathème! » Le mot anathème est alors répété par tous les ecclésiastiques présents, suivant leur rang, enfin il est entonné par le chœur des moines qui chantent la messe. L'impression est colossale. Les fidèles récitent des prières à haute voix; les femmes s'écrient : « Que le Seigneur nous préserve de ce péché capital! » Et toute l'assistance s'abîme en de telles lamentations, qu'elles feraient dresser les cheveux sur la tête de l'athée lui-même.

l'étranger, d'aucuns allèrent même en Suède. Après cette défaite, il ne resta plus qu'une ombre de l'autonomie dont l'Ukraïne avait joui dans le temps. En 1764, la tsarine Catherine II fit abandonner aux Ukraïniens toute illusion de *self-government*. L'Ukraïne fut, sous le nom de Petite-Russie, incorporée dans l'empire russe et, ainsi que lui-même, administrativement divisée en gouvernements. En vertu du décret de l'impératrice, rendu en 1775, la *Zaporojska Sitch* fut ruinée. En 1783 toute l'Ukraïne fut rendue corvéable. Ainsi, on vit s'évanouir l'espoir de rétablir l'autonomie du pays, qui lui avait, jadis, été garantie, mais qui par la suite fut violée en raison de l'application en Ukraïne des lois contraires à sa Constitution. Cette attitude du gouvernement russe détermina en même temps l'abaissement de la culture dans le pays. Les intellectuels ukraïniens furent pour la plupart déportés ou s'exilèrent volontairement. Il y eut un recul dans la littérature. Les écoles ruthènes furent en partie supprimées, les autres furent transformées en écoles russes. La culture ruthène était entravée par tous les moyens, qui témoignaient de la brutalité tout à fait asiatique du pouvoir russe.

On comprendra pourquoi les Ukraïniens ont toujours basé leurs postulats sur les articles du traité que le hetman Khmelnytzkyj avait conclu avec le tsar et pourquoi ils n'ont cessé de réitérer leurs protestations énergiques contre la violation de ce traité, (hetman Dorochenko, Mazepa, la *Fraternité de Cyrille et Méthodius,* Chevtchenko, révoltes des paysans en 1880 et dans les années suivantes etc.). Juridiquement, ce traité a, de nos jours encore, conservé toute sa valeur, attendu qu'il n'a été aboli par aucun acte officiel. Et les Ukraïniens ne cessent d'insister sur ce fait. En 1900, le *Parti Ukraïnien révolutionnaire* (P. U. R.) publia une feuille volante qui portait en manchette : *L'Ukraïne indépendante*. Ce titre disait : « Les tsars moscovites n'ont pas respecté leur engagement à l'endroit de la Constitution de 1654, et ils nous traitent comme si notre constitution, pourtant garantie par le traité de Péréiaslaw, n'avait jamais existé. Ils se comportent comme si la nation ukraïnienne avait abdiqué ses droits politiques et s'était résignée à demeurer à la merci des empereurs russes et à partager volontairement le triste sort du peuple russe. Le peuple ukraïnien n'y a jamais donné son assentiment, ni directement, ni par l'organe de son gouvernement. Il n'a jamais voulu

se désister de ses droits que lui assurait le traité de Péréiaslaw. *Par conséquent le traité de Péréiaslaw demeure obligatoire pour les deux parties contractantes* — la monarchie moscovite et la république ukraïnienne — vu qu'aucun traité ne peut être rompu, voire modifié sans l'assentissement exprès de l'autre contractant. »

Les autres partis politiques de l'Ukraïne, tels que le *Parti ukraïnien démocrate*, qui s'est constitué en avril 1904, le *Parti radical ukraïnien* (U. R. P.) et le *Parti ukraïnien national* demandent également le *self-government* avec un parlement ukraïnien. Aussi les Ruthènes doivent, incessamment et fermement, renouveler ces revendications, car les clauses du traité de Péréiaslaw furent illégalement abrogées et, de ce fait, l'une des parties contractantes, notament les Ruthènes, se trouvent dans la situation d'Ilotes.

La rennaissance de la nationalité ukraïnienne toujours progressant, bien que lentement mais sûrement, et d'autre part les représailles du gouvernement russe devenant de plus en plus insupportables, contribuèrent à convaincre les Ukraïniens, que toute culture nationale, si modeste que puisse être le cadre de son développement, sera illusoire tant que le traité de 1654 n'aura pas été respecté. L'attitude du gouvernement russe qui refuse d'octroyer au peuple ukraïnien les lois les plus primordiales indispensables pour assurer le développement de sa culture, fait porter la pensée à la loi de la logique historique et de cette manière pousse à formuler par anticipation le postulat de nature politique, notamment à déclarer que les Ruthènes sont mûrs pour la vie nationale et la vie politique. Nous allons faire, maintenant, une esquisse rapide de l'état d'esprit de la nation ukraïnienne, de même que des mesures préventives du potentat russe.

VI

L'ŒUVRE CIVILISATRICE DU TSARISME.

Nous avons tracé plus haut l'historique de la politique russe en Ukraïne et nous avons fait voir les motifs qui ont poussé le tsarisme à l'adopter; il nous reste, à présent, à étudier la phase récente de la gérance absolutiste de ce malheureux pays et à

démontrer quelles ont été les conséquences de la monstrueuse entreprise des tsars moscovites. Cette phase est aussi la plus intéressante, car elle offre un témoignage des plus éclatants quant à la thèse de la *mission civilisatrice de la Russie.*

Après la suppression de l'autonomie en Ukraïne et l'incorporation de celle-ci dans l'empire russe sous le titre officiel de *Petite-Russie*, qui pourtant ne s'accordait nullement avec son véritable nom consacré par l'histoire, on croyait, dans les hauts lieux russes, pouvoir résoudre le grand problème de la russification et mettre la question ruthène à l'ordre du jour. Sous Catherine II, la milice nationale en Ukraïne fut entièrement supprimée; la *Sitch* — camp militaire en permanence — fut dissoute, en même temps que fut rendu obligatoire le service dans l'armée régulière russe. L'idée étatiste triomphait. En fin de compte, la diplomatie russe l'affuble savamment de la toge panslaviste. On sait que cet acte de Catherine II fut porté au « triomphe de la cause slave ». Pendant un certain temps, le peuple ukraïnien demeura passif et supporta en silence le joug qui lui était imposé, restant indifférent aux efforts tentés par les intellectuels pour la libération du pays. Ce n'était pas sous l'impulsion d'un mouvement populaire, mais simplement sur l'initiative de quelques groupes des patriotes ukraïniens qu'en 1791, Kapnist, alors maréchal de noblesse à Kieff, avait demandé au ministre prussien Hertzberg de venir en aide à ses compatriotes, estimant vexatoire au plus haut point l'attitude du gouvernement russe, qui a violé le traité signé en 1654 à Péréiaslaw. Cependant celui-ci n'eut pas à jouir longtemps du spectacle qu'offrait ce peuple ruthène en proie à la léthargie. Le mouvement intellectuel, qui s'était généralement manifesté à la fin du XVIIIe siècle et au commencement du XIXe, ne pouvait ne pas toucher aussi les Ukraïniens. Des tendances à la renaissance du pays se manifestèrent d'abord dans la littérature. Attendu que le peuple ruthène est en grande partie domicilié dans le sud de la Russie, on s'explique facilement que c'est ici que devait se préciser d'abord le mouvement de la renaissance nationale, qui s'étendit ensuite en Galicie et en Bukowine. Le hasard a voulu que l'écrivain ukraïnien Iwan Kotliarevskyj, qui, en publiant en 1798 sa célèbre traduction de l'*Enéide travestie,* inaugura une nouvelle période dans la littérature slave, vit le jour précisément dans la ville près de laquelle l'armée de Pierre le Grand a écrasé les forces de Mazepa. (Il naquit

en 1769, à Poltawa). L'action littéraire de Kotliarevskyj, ainsi que sa vie entière, fait époque dans l'histoire de la renaissance nationale du peuple ruthène. Après Kotliarevskyj, des écrivains ukraïniens de marque comme Kapnist, Gnidytch, Pogorilskyj, Gogol écrivirent pendant un certain temps en russe et ne songèrent guère à une littérature nationale et populaire ukraïnienne. Néanmoins, Kotliarevskyj a frayé une voie nouvelle, son génie plana longtemps encore sur la jeune littérature ukraïnienne, où les jeunes auteurs imitaient sa manière d'écrire. On vit bientôt toute une pléiade de littérateurs ukraïniens de talent, qui marchèrent sur ses traces. Cependant, les œuvres de ces nouveaux romanciers gardaient encore l'empreinte d'une certaine timidité et de dilettantisme dans leurs revendications nationales et ne pouvaient opposer toujours une résistance assez ferme aux prétentions d'une politique agressive tendant à créer l'empire panrusse. A ce mouvement littéraire qui s'annonçait vaguement le grand poète ukraïnien Chevtchenko apporta une note fraîche et vigoureuse. Le génie de Chevtchenko personnifiait les traditions nationales et les tendances — bien que latentes dans les masses populaires — qui étaient en harmonie avec le nouvel ordre de choses. Ce poète populaire ne chantait pas seulement sur la tombe des grands ancêtres qui s'étaient couverts de gloire, mais il appelait aussi les jeunes générations du peuple ukraïnien à une vie plus active et plus digne. Ses poèmes pleins de verve, d'où se dégage puissamment une protestation énergique contre toute oppression tyrannique, se doublent d'amour passionné pour l'Ukraïne et de foi inexpugnable en son relèvement. Ils ont un charme tout particulier et offrent une lecture attachante. L'écho de ses strophes enthousiastes retentit, du Caucase aux Carpathes, jusqu'en Galicie et en Bukowine. Et partout se dressèrent des lutteurs pour l'idéal dont Chevtchenko était l'apôtre. Cependant, les valets du gouvernement russe s'en émurent ; ils y virent le danger de jansénisme... et la justice panrusse, toujours en éveil et prête à châtier les coupables du crime de séparatisme, condamna le poète et plusieurs de ses amis à la déportation. Mais c'était là une illusion que se faisaient les gouvernants russes, lorsqu'ils escomptaient ensevelir la cause elle-même sous la neige des steppes sibériens. L'exil consécutif des hommes dévoués à l'affranchissement de l'Ukraïne ne saurait endiguer le mouvement croissant pour la

renaissance nationale de ce malheureux pays. Néanmoins, dans les sphères dirigeantes, où l'on se fait un devoir de poursuivre la politique panrusse, on n'entendait pas de cette oreille et on ne pouvait se croiser les bras devant ce merveilleux essor chez un peuple de souche slave, tendant à son émancipation et à la culture nationale, alors que l'extermination de ce peuple était envisagée comme une condition essentielle pour réaliser le rêve cher aux panslavistes, celui d'unifier politiquement tous les peuples slaves et de les amalgamer au point de vue national. Ces artisans du panrussisme ne pouvaient se faire à l'idée que le travail accompli en vue de la russification de l'Ukraïne — abolition de son autonomie, suppression des écoles ruthènes etc. — qui avait demandé tant d'efforts à ses promoteurs et ne leur mérita pas beaucoup de gloire, mais au contraire leur attira toutes les haines du peuple ukraïnien, que tout ce travail fût sur le point d'être détruit. Les défenseurs de la thèse étatiste au bénéfice de la Russie s'armèrent alors contre la culture ruthène et adoptèrent des mesures draconiennes dépassant tout ce que les peuples les plus sauvages pourraient imaginer, toutes les atrocités que l'histoire de l'humanité avait jusque-là enregistrées. Mais, avant d'aborder ce monument classique, — cette légitimation consacrée de la politique panslaviste de Russie, nous essayerons d'en esquisser en grandes lignes l'origine.

Sous le règne d'Alexandre II, la situation douloureuse des Ruthènes en Russie fut en quelque sorte adoucie, bien que ce n'eût été que pendant un laps de temps étroitement mesuré. Les écrivains qui avaient été déportés purent alors rentrer dans leur patrie. Il a été publié nombre de livres dans la langue ruthène, et sous le titre d'*Osnowa* a été fondée une revue ruthène, autour de laquelle se groupaient les écrivains et les savants du pays. Bref, tout faisait penser que la littérature ruthène allait renaître en Russie. Mais déjà, à la fin de 1862 et surtout dans les premiers mois de l'année suivante, les persécutions recommencèrent. Au mois de septembre 1862, la police a procédé à de nombreuses arrestations, et de nouveau on vit, sur l'ordre du tsar, déporter des écrivains ukraïniens. Parmi ceux qui étaient restés, beaucoup durent renoncer à leur situation. Entre temps les autorités s'étaient concertées pour prohiber les livres saints imprimés dans la langue ruthène, comme par exemple la traduction de l'Évangile par Moratchewskyj etc. Cette traduction qui avait déjà obtenu

l'approbation de l'Académie des Sciences de Pétersbourg, devait être envoyée à l'examen du Saint-Synode. Celui-ci en référa au ministre de l'intérieur, puis au chef des gendarmes, ensuite au gouverneur général de Kieff, enfin au métropolite, en demandant leur avis, après quoi la susdite traduction fut soumise à l'évêque de la ville de Kalouga pour l'examiner à nouveau. Dans sa réponse officielle du 17 mars 1863 (n° 949), M. Annenkoff, gouverneur général de Kieff, déclara que la publication d'un livre dans la langue ruthène, surtout si c'était une traduction de l'Écriture Sainte, serait nuisible aux intérêts de l'État. Le métropolite y vit une profanation de la révélation divine. M. Dolgoroukyj, chef des gendarmes émit l'avis que la publication de l'Écriture Sainte dans la langue ruthène équivaudrait à l'anéantissement complet de tout ce que le gouvernement avait fait avec tant de peine pour la russification des populations ruthènes. Le ministre de l'intérieur, lui aussi, y voyait un danger pour l'empire des tsars. Après avoir tenu une consultation avec le chef des gendarmes et reçu l'approbation du tsar lui-même, il lança une circulaire confidentielle, par laquelle il invitait les censeurs à ne laisser passer aucune publication en langue ruthène, destinée à l'usage du public. Cette circulaire fut portée à la connaissance du ministre de l'instruction publique par un avis daté du 8 juillet 1863 (n° 394), et de même à celle du Saint-Synode (n° 395). De son côté, le Saint-Synode a, par une circulaire également secrète, datée du 10 juillet 1863 (n° 2156), défendu l'impression dans la langue ruthène de l'Écriture Sainte et de tout autre livre religieux. Ainsi l'impression d'un nombre de livres ruthènes tout à fait inoffensifs et approuvés antérieurement fut suspendue. Tous les abécédaires et tous les classiques précédemment revisés par le Département de la presse furent confisqués, tant dans les écoles que chez les particuliers, et furent brûlés. Les manuscrits de manuels d'arithmétique, de géométrie, de physique, de botanique, de minéralogie etc. qui étaient présentés à la censure devinrent également la proie des flammes.

Sous quelque forme qu'elle pût apparaître, la littérature ruthène a été, vers la fin de l'époque du libéralisme en Russie, condamnée à disparaître. Le Département de la presse a rendu le 5 juillet 1876 (n° 3158), l'ukase suivant :

Le 18 (30) mai, il a plu à Sa Majesté l'empereur d'ordonner de :

I. Interdire l'importation dans l'Empire de toutes sortes d'imprimés ruthènes, publiés à l'étranger, sans en avoir préalablement reçu l'autorisation spéciale délivrée par le Département de la presse.

II. Interdire l'impression et la publication dans l'Empire même des ouvrages originaux ou des traductions faites dans cette langue, à l'exception : (a) de documents historiques, (b) d'œuvres littéraires, toutefois à condition d'éditer les documents historiques en conservant l'orthographe du texte original et d'employer pour les ouvrages littéraires exclusivement l'orthographe russe. L'autorisation de publier des livres ruthènes ne pourra être délivrée, qu'après l'examen du manuscrit respectif, par le Département de la presse.

III. Interdire également les représentations sur la scène du théâtre dans la langue ruthène, de même que l'impression dans les musiques des textes ruthènes.

Chef du Département général pour les affaires de presse. Grigorieff.

Cet ukase est observé avec une sévérité sans pareille. Récemment encore un ban de mariage publié à Kamenetz Podolsk, dans la langue ruthène, fut confisqué. Dans ce gigantesque empire où des périodiques sont publiés dans toutes les langues — en français, en hébreu, en géorgien, en allemand, en russe, en polonais, en lithuanien, en finnois, en arménien, en tartare etc. — aucune feuille ne peut paraître dans la langue ruthène, et nous sommes au XX[e] siècle. La *Kiewskaïa Starina* elle-même — une revue scientifique et littéraire — est publiée en russe, et ce n'est que son supplément littéraire qui peut être publié dans la langue ruthène. Un livre inoffensif comme l'Écriture Sainte, dans la traduction ruthène, qui a été éditée en Galicie par les soins de l'*Association biblique britannique*, ne peut passer la frontière de l'empire russe. Pour apprécier mieux cette mesure, il convient de faire observer que cette *Association* a publié des traductions de l'Écriture Sainte dans quatre cent vingt langues et idiomes différents, dont seule la traduction ruthène est frappée d'interdiction. Les éditions en trente-six de ces langues de ladite Écriture Sainte furent, au cours de l'année 1901, répandues en Russie à 592.627 exemplaires. Ces éditions favorisées dans l'Empire des tsars sont les traductions russe, polonaise, tchèque, latine,

bulgare, slavonne, anglaise, allemande, française, grecque, italienne, roumaine, danoise, suédoise, finnoise, arménienne, arabe, en hébreu, en jargon juif, en esthonien, en letton, en chinois, en japonais, en persan, en turc, en tartare, en iakout, en géorgien etc. Ainsi, il est permis en Russie de lire l'Évangile dans toutes les langues sauf dans la langue maternelle d'un peuple qui forme une partie considérable de sa population!

C'est un fait acquis et que les journaux ont porté à la connaissance de tout le monde, que les Japonais ont créé des écoles primaires à l'intention des prisonniers russes, dans lesquelles ils pourraient apprendre à lire et à écrire en occupant utilement leurs loisirs. Ainsi, grâce à la guerre, des sujets du tsar blanc rentreront dans leur pays, étant à un certain point civilisés. Le fait que voici est encore plus suggestif. Au mois de février de l'année courante, le docteur Poulouj, professeur de l'Université, fit une démarche auprès du gouvernement russe pour obtenir l'autorisation de distribuer parmi les soldats de nationalité ukraïnienne qui se trouvaient en Asie, l'Évangile dans la langue ruthène, édité par l'*Association biblique britannique*. Il adressa en même temps une demande analogue à Nogi, général japonais, en faveur des soldats ukraïniens faits prisonniers. La réponse du gouvernement russe fut qu'il ne pouvait donner suite à sa demande, tandis que celle du général japonais lui fut favorable. Cet incident à lui seul met en lumière l'ordre des choses dans l'empire du tsar-pacifiste. Et la Russie déclarait encore, au commencement de la guerre d'Extrême-Orient, qu'elle défendait le christianisme et la civilisation!

D'autre part, l'Art. I de l'Ukase précité, qui a été rendu par le département de la Censure et qui autorisait certaines publications dans la langue ruthène, n'a jamais été appliqué; et c'est là un fait significatif, si l'on considère qu'au mois de mai 1906, cet ukase aura passé son trentième anniversaire. Lors de l'avènement au trône de Nicolas II, on s'attendait à voir la Russie entrer décidément dans la voie des réformes. En lançant son message pour la paix universelle, le jeune « tsar de toutes les Russies » a posé la question du désarmement général, qui comptera parmi celles d'importance mondiale, et il s'avisait de réformer le système de déportation en Russie. Nonobstant cet esprit de pacification, très louable en lui-même, il a maintenu les dispositions de la loi dra-

conienne prohibant la langue ruthène. Cette énormité juridique — monument barbare de la politique panrusse — devait donc subsister au seuil du XX[e] siècle.

En tant que nation, le peuple ukraïnien fut, en vertu de ce décret draconien, bâillonné et garotté; son développement était arrêté, et la bureaucratie russe était libre d'exercer sur lui un pouvoir arbitraire illimité. Des violences et des abus, que l'on conçoit à peine dans un état à moitié civilisé, pouvaient être commis à volonté, ayant été sanctionnés par anticipation.

En négligeant le côté éthique de la médaille panrusse, nous verrons que la situation créée en Ukraïne par l'Ukase ci-dessus mentionné n'est pas plus admissible au point de vue du droit des gens qu'à celui de la jurisprudence. Il n'y a pas de loi en Russie interdisant d'employer une langue étrangère dans les manifestations de la vie publique. C'est pourquoi les conférences publiques et toutes sortes d'imprimés dans différentes langues sont tolérés en Russie. La langue ukraïnienne, en faisant exception, est donc placée en dehors de la loi. L'enseignement, tel qu'on le donnait du temps où l'Ukraïne avait son gouvernement à elle, fut entièrement désorganisé, tandis qu'au sens juridique, les Ruthènes ont un droit incontestable de se servir de leur langue maternelle, qui constitue leur propriété. Puisque la publication des journaux est autorisée en Russie, et ne saurait être considérée comme une industrie prohibée, les journaux ukraïniens ont également droit à l'existence, donc leur suppression doit, au point de vue juridique, être considérée comme lèse-droit. Et cela, à plus forte raison à l'endroit de l'importation en Russie des livres et des journaux ruthènes. Alors que, suivant des traités internationaux de commerce, l'importation des livres et des imprimés, dont le texte ne présente aucune infraction à la loi, est autorisée, il doit en être de même pour les livres scientifiques édités dans la langue ukraïnienne. De là, la défense absolue d'importation de livres et autres imprimés ruthènes est un lèse-droit des gens.

En ce qui concerne l'Ukraïne elle-même, la prohibition de la langue nationale doit être considérée comme un attentat au développement intellectuel de la nation et à son individualité politique. De plus, la littérature ruthène ne peut être remplacée dans le pays par aucune autre. Elle est essentiellement populaire et elle répond admirablement au génie du peuple ukraïnien, à son

naturel, son caractère, son tempérament et son développement historique. P. Swiencicki, auteur polonais, écrivait en 1871 : « Byron est connu de deux millions d'Anglais ; Gœthe, d'un million d'Allemands ; Slowacki, d'un demi-million de Polonais ; Chevtchenko est lu, écouté et chanté par quinze millions d'humains... » La littérature ruthène a, depuis son origine, accusé un caractère essentiellement démocratique, tant par les sujets qu'elle abordait, que par son esprit lui-même. « Quant à son esprit démocratique, la littérature petite-russienne (ukraïnienne) a devancé de cinquante ans la littérature russe... » déclare l'Académie des sciences de Pétersbourg dans son mémoire cité plus haut[1]. Cela fait entendre que la littérature ruthène ne saurait être supprimée de par la volonté de tous les potentats russes. De même, on ne pourra ravir à l'Ukraïne sa riche poésie populaire que l'écrivain allemand Bodenstedt apprécie en ces termes : « Dans aucun pays, l'arbre de la poésie populaire n'a porté de si beaux fruits, nulle part ailleurs le génie populaire n'est apparu avec tant d'éclat et n'a imprimé à la chanson tant de force, que dans les chants ukraïniens[2]. »

Le fameux ukase de 1876 ne saurait donc atteindre le but dans lequel il a été lancé. Néanmoins, il demeure un chef-d'œuvre d'art politique des hommes d'État russes. Une nouvelle circulaire — elle serait aussi la dernière — pour faire logiquement suite à cet ukase devrait ordonner l'amputation de la langue à tous les nouveau-nés ukraïniens. Certes ce serait là un ordre bizarre, mais il ne le serait pas davantage que l'ukase de 1876, qui au point de vue national n'a évidemment pas eu de résultat, mais qui, en revanche, a ruiné la culture intellectuelle dans le pays,

De l'Ukraïne, le mouvement national gagna aussi la Galicie et la Bukowine. Bien que les Ruthènes en Autriche ne soient pas en odeur de sainteté, leurs adversaires de là-bas n'ont pas la puissance du gouvernement russe pour entraver leur vie nationale, et d'ailleurs la Constitution met un frein à leurs haines. C'est pour cela que la vie nationale des Ruthènes se concentre en Galicie, où ils ont organisé des Unions pour l'enseignement populaire et l'écono-

1. L'académie Impériale des Sciences : *De la suppression de la limitation relativement aux publications dans la langue petite-russienne*. Saint-Pétersbourg, 1905, p. 4 (russe).

2. *L'Ukraïne poétique*, par Friedrich Bodenstedt. Stuttgart, 1845, p. 16 (allemand).

mie sociale, et des sociétés savantes. C'est encore là qu'ils font paraître leurs périodiques, à la publication desquels coopèrent essentiellement les Ukraïniens de Russie. Ainsi, en dehors de la Russie sont édités quarante-six périodiques et journaux ruthènes dont nombre y sont expédiés en masse clandestinement. La plus importante société savante qui porte le nom de Chevtchenko, et dont les travaux sont appréciés par les savants du monde entier, a été fondée à Lemberg par les Ukraïniens de Russie. Le distingué professeur et historien M. Hrouschevskyj en est le président. Ainsi, le centre de la vie intellectuelle des Ruthènes se trouve déplacé en Autriche et, ainsi que l'Académie des sciences de Pétersbourg[1] l'a déjà fait ressortir dans son mémoire, au préjudice de la Russie.

Partant, toutes les mesures prises par le gouvernement russe relativement à l'Ukraïne n'aboutirent qu'à entraver le progrès de la civilisation et à augmenter le nombre des illettrés — résultat qui certes n'est pas à l'honneur du gouvernement tsariste. Et lorsqu'on entend parler de la « mission civilisatrice de la Russie », involontairement revient à la mémoire cet ukase de 1876, car ce document résume en lui seul tous les services que le tsarisme a rendus à la civilisation... négativement.

VII

L'UKASE DE 1876 ET L'UKRAÏNE.

Ce n'est pas seulement au regard du peuple ruthène que fut désastreuse la proscription de sa langue nationale, mais encore pour toutes les nations slaves, attendu qu'elle a servi à enrayer les progrès de la civilisation, en général, dans l'Orient de l'Europe. Si l'on dit que l'Ukraïne est le « cœur des pays slaves », ces paroles ne sont pas vides de sens. La poésie populaire ukraïnienne a fourni à la littérature polonaise une matière abondante, et même elle a provoqué une orientation des écrivains polonais, de ce côté qui a trouvé son expression dans la nouvelle *École Ukraïnienne.*

1. *Mémoire de l'Académie Impériale des Sciences de Pétersbourg*, p. 10.

Les auteurs ukraïniens enrichirent aussi la littérature russe de ses plus belles perles.

Parmi les savants et les écrivains russes et polonais, beaucoup sont unanimes à reconnaître le rôle important que l'Ukraïne a joué au milieu des Slaves orientaux, et l'action civilisatrice de ce pays ruthène. Frédéric Bodenstedt, qui s'accordait sur ce point avec le poète polonais Mickiewicz, écrivait : « Mickiewicz a dit, que les plaines ukraïniennes sont autant d'assises de la poésie lyrique des Slaves. Les chants des poètes populaires anonymes retentirent de ces plaines à travers tous les pays slaves. » Un autre poète allemand a chanté l'Ukraïne dans cette strophe :

« O Ukraïne, pays des chanteurs,
Tu as enfanté des génies aussi grands dans les chants que dans les combats —
Ton peuple demeure fidèle aux mœurs patriarcales de ses ancêtres,
Et son Dieu paternellement veille sur lui.
Ce Dieu dans le cœur, et la main sur les cordes de sa harpe,
Il réduit les menaces du tyran à une plaisanterie.
Et bien qu'il dût se courber, il ne s'est pas laissé écraser;
Quoique longtemps asservi, jamais il ne fut esclave.

Cependant ce pays des chanteurs fut condamné à l'obscurcissement. On escomptait la ruine entière de sa vie intellectuelle et sur ses décombres on espérait pouvoir élever l'édifice panrusse. Mais toutes les mesures contre l'Ukraïne, que nous venons d'énumérer, n'ont apporté au tsarisme un appui moral pas plus qu'un appui matériel. Au contraire, elles ont provoqué une surexcitation dans les esprits et soulevé de nombreuses protestations, dont nous citerons quelques-unes parmi les plus récentes.

Avant tout, les Ukraïniens aspirent à faire réintégrer la langue ruthène dans leurs écoles primaires et à publier leurs feuilles dans cette langue. Comme nous l'avons déjà fait observer plus haut, l'enseignement dans ce pays, à l'époque de son indépendance, était beaucoup plus développé qu'en Moscovie. Ce n'est que depuis que l'Ukraïne a perdu son autonomie que l'instruction populaire y tomba en décadence. Toutefois, la parole ruthène résonnait encore de-ci de-là ; on l'entendait notamment dans de nombreux cours du dimanche (École du dimanche), qui prospéraient surtout à Kieff et à Poltawa. En 1860 et quelques années après, des livres ruthènes pouvaient sans encombre, être édités en Russie. Mais bientôt, les gouvernants de l'empire, dominés par la folie de pan-

russisme, trouvèrent cet état des choses incompatible avec le but vers lequel convergeait la politique russe. La langue ruthène fut proscrite de Russie, les efforts que les Ukraïniens avaient apportés pour éclairer le peuple furent anéantis d'un seul trait de plume. Évidemment cette mesure n'était pas faite pour apaiser les esprits, et le mécontentement de la population s'accentuait chaque jour davantage. Les Zemstvos eux-mêmes, subissant pourtant l'influence gouvernementale, ont de tout temps protesté contre les mesures de violence dictées par la politique de panrussisme.

La lutte pour le droit à sa langue nationale, soutenue par le Zemstvo de Tchernigoff, a son histoire. M. N. Konstantinowitch, membre du conseil d'un Zemstvo de district, préconisa l'introduction de la langue ukraïnienne dans les écoles et désigna celles d'entre elles où l'enseignement fait en russe ne pouvait être compréhensible aux enfants de huit ans apprenant à lire. Il s'est appliqué à démontrer qu'un tel enseignement n'était pas naturel et qu'il ne pouvait répondre au but de l'enseignement populaire donné dans les écoles primaires. Le Conseil a approuvé son rapport et lui a donné suite en le présentant au Zemstvo provincial de Tchernigoff, qui l'a envoyé à l'étude de la commission scolaire. Celle-ci se déclara être d'accord avec le Conseil du Zemstvo de district et dans ses conclusions appuya sa demande d'introduire la langue ruthène dans les écoles primaires et d'éditer les classiques dans cette langue. La commission scolaire motiva son rapport ainsi : I. L'enseignement dans les écoles primaires, en russe, met un retard dans les études et en fait diminuer les progrès; de plus il rend plus difficile le développement intellectuel des enfants. II. Il creuse un « abîme entre l'école et la famille ». Le rapport de la commission fut ensuite voté dans son ensemble par le Zemstvo de Tchernigoff, mais ce vote n'étant pas du goût du gouvernement russe, celui-ci ne l'a pas pris en considération. La question revint sur l'eau en 1893, lorsque M. E. Schrag, avocat, présenta à son tour un rapport au Zemstvo de Tchernigoff, qui a mis sa demande à l'ordre du jour. Dans son rapport, M. Schrag s'appuyait sur l'autorité des hommes compétents en la matière, tels que Diesterweg, Grimm, Pestalozzi, et des savants et des pédagogues renommés russes. Parmi ceux-ci, il a cité entre autres le pédagogue Ouschinskyj qui écrivit :

« ... Quelle importance peut avoir l'école (russe), où l'on apprend

mal une centaine de nouveaux mots, au regard de cette langue vivante profondément sentie, que le génie d'un peuple a élaborée au cours de milliers d'années? L'action d'une telle école est impuissante, car seule la langue populaire peut servir de base pour développer l'intelligence de l'enfant. Enfin, la stérilité d'une telle école est évidente: l'enfant y est transporté d'un milieu différent dans lequel il doit encore rentrer, lorsqu'il l'a quittée. Il oublie bien vite les quelques mots russes qu'on lui fait apprendre à l'école et en même temps, il oublie aussi les notions qui s'y rattachent. »

M. Schrag en appelle à l'histoire de l'enseignement ruthène du temps de l'autonomie de l'Ukraïne. Il rappelle qu'alors elle avait des écoles primaires et moyennes, que ses savants disposaient de chaires dans les hautes écoles en Autriche et que dans toutes ces écoles, de même que du haut de ces chaires, l'enseignement a été donné dans la langue ruthène. Le rapporteur prend pour base de son rapport les thèses suivantes : 1. Introduction de la langue ruthène dans les écoles du Zemstvo de Tchernigoff; 2. autorisation d'éditer des classiques dans cette langue; 3. admission des livres ruthènes dans les bibliothèques scolaires. Le Conseil de ce Zemstvo se déclara favorable aux conclusions du rapporteur et il saisit cette occasion pour constater le fait regrettable, que l'édition des livres saints était prohibée en Russie, tandis que la publication en est autorisée dans soixante-dix autres langues et idiomes. Il a aussi adopté, ce rapport dans son ensémble.

L'assemblée des médecins, conjointement avec les membres des Zemstvos locaux dans le gouvernement de Tchernigoff, avait décidé d'adresser au gouvernement la demande d'autoriser la popularisation de la médecine et de l'hygiène dans les éditions ruthènes, de même que l'organisation dans ce but de conférences dans la langue nationale. Dans sa réunion du 25 janvier 1898, le Zemstvo de Tchernigoff vota la résolution de solliciter l'abrogation des dispositions de la loi entravant le commerce des villageois avec les médecins et interdisant les conférences populaires dans la langue ruthène.

En 1881, a été tenu à Kherson un congrès des instituteurs, qui, en se plaçant au point de vue purement pédagogique, réclamèrent l'enseignement dans les écoles dans la langue ruthène. Le Zemstvo de cette ville vota une résolution dans le même esprit et pétitionna dans l'espoir de réaliser cette postulation. En 1895, après avoir entendu le rapport de M. Zelenyj, maire d'Odessa, le Zemstvo d'Elisa-

bethgrad prit une résolution analogue. Le Zemstvo de Poltawa défendit cette cause encore avec plus de sollicitude. En 1900, M. B. Léontowytch lui présenta un rapport très détaillé et bien motivé dans lequel il démontra combien l'enseignement dans une langue incompréhensible aux élèves était inutile, voire préjudiciable.

Les Comités agricoles, qui se sont constitués en 1902-1903 et qui doivent leur existence à l'initiative de M. Witte, alors ministre, envisagent la chose de la même façon. Dans la circulaire qu'il adressa à ces comités, M. Witte leur demanda de se prononcer sur la situation actuelle en toute franchise, sans la moindre équivoque. Mais lorsque le ministre a recueilli les avis demandés, tous ceux qui, suivant son désir, les donnèrent sincèrement en disant que l'ordre de choses existant était intenable, — furent déportés ou durent subir la surveillance de la police. Nonobstant cette mesure sévère, la plupart des comités agricoles en Ukraïne se déclarèrent partisans de l'introduction de la langue ruthène dans les écoles. Les conclusions des comités de Khotyn et d'Ananieff méritent particulièrement l'attention. La plus grande partie de ces comités demandaient : 1. Réintégration de la langue ruthène dans les écoles primaires. 2. Autorisation dans les bibliothèques populaires des livres ruthènes édités en Russie et approuvés par la censure. 3. Suppression de l'Ukase du 18 mai 1876.

Il faut reconnaître que les réunions et les Congrès tenus dans ces dernières années en Ukraïne même, et dans les deux capitales de la Moscovie ne furent pas d'une moins grande importance et qu'ils eurent leur part dans ces revendications nationales. Le Congrès agronomique qui a eu lieu en 1901 à Moscou émit dans ses résolutions le vœu de l'autorisation de la publication des livres et des périodiques agronomiques dans la langue ukraïnienne. La réunion des représentants de la petite industrie, tenue dans la même année à Poltawa et dans l'année suivante (1902) à Pétersbourg, de même que le Congrès des techniciens tenu en 1903 à Pétersbourg et bien d'autres Congrès encore se prononcèrent dans le même sens et émirent des vœux pour l'introduction dans les écoles en Ukraïne de la langue qui est parlée dans le pays. Les *Unions de l'enseignement populaire* à Kieff, à Kharkoff et même à Pétersbourg se prononcèrent dans le même esprit.

Les décisions du gouvernement russe prenant leur source dans la singulière prohibition de la langue ukraïnienne abondent en

contradictions et font preuve d'une naïveté souvent touchante des administrations russes. En 1898, les Ruthènes commémorèrent en Autriche et en Russie le centième anniversaire de la renaissance de leur littérature nationale, inaugurée par la publication en 1798 de l'*Enéide travestie* dans la traduction ruthène d'Ivan Kotliarevskyj. Il fut alors décidé d'élever la statue du poète à Poltawa, sa ville natale. Le Conseil municipal de cette ville prit en mains cette cause et y apporta tant d'ardeur que la superbe statue de Kotliarevskyj pouvait être inaugurée déjà en septembre 1903. A cette occasion fut organisée une grande fête nationale, à laquelle prirent part des députations de toutes les provinces ukraïniennes, des délégués du Reichsrath, des professeurs et des publicistes arrivant d'Autriche et d'autres pays. Le gouvernement russe se trouvait dans un grand embarras à propos des discours qui seraient prononcés dans la langue ruthène, ne sachant plus quelle attitude il devait prendre. Il n'était pas séant d'interdire de parler dans leur langue maternelle aux délégués, venant d'un pays européen dans cet empire slave dont le chef se fit l'apôtre de la paix universelle et par sa proposition humanitaire a récemment provoqué l'enthousiasme et l'admiration dans tout l'Occident. Une telle interdiction donnerait lieu aux bruits désavantageux qui auraient un écho dans le parlement autrichien lui-même et qui engendreraient en général toutes sortes de commentaires. Le sens politique commandait de l'éviter. Alors, M. Plehwe eut une idée géniale. Les délégués des sociétés ukraïniennes de Galicie et de Bukowine furent autorisés de prononcer leurs discours dans la langue ukraïnienne et de donner lecture des adresses qu'ils avaient apportées, mais les enfants de l'Ukraïne elle-même, sujets du tsar pacificateur, n'osèrent pas en faire autant. Cependant il a été annoncé officiellement que la fête était donnée en l'honneur de celui qui « a inauguré une nouvelle ère de la littérature ukraïnienne », paroles qui furent aussi soulignées dans les invitations et reproduites sur le socle de la statue elle-même. Ainsi, dans le grand État slave, l'écrivain qui a inauguré une nouvelle ère de la littérature ukraïnienne était fêté par l'interdiction démonstrative de la langue ukraïnienne.

(Le Conseil municipal de Poltawa a adressé à ce sujet une plainte au Sénat, mais aujourd'hui encore il attend sa réponse.)

On comprendra donc facilement que le mouvement protesta-

taire contre la proscription de la langue ruthène se soit accentué dans les deux dernières années. Toutes les grandes villes de l'Ukraïne comme Kieff, Poltawa, Tchernigoff, Kharkoff, Odessa etc. envoyèrent récemment au *Comité des ministres* des mémoires, des pétitions et des télégrammes réclamant la suppression de l'Ukase de 1876, de même que l'adoption de la langue ruthène (ukraïnienne) dans les écoles du pays. Dans ce dernier temps, une députation ukraïnienne fut envoyée à Pétersbourg avec mandat de demander l'abrogation de cet insensé ukase. Cette question fut l'objet d'une discussion dans le Conseil municipal d'Odessa où M. Zelenyj, maire de cette ville, présenta sur ce sujet un rapport tout à fait remarquable. Les différentes sociétés et corporations dispersées dans toute l'Ukraïne s'emploient aussi à servir cette cause, et on voit des feuilles russes l'appuyer chaleureusement. Et même les élèves des écoles normales de nationalité ukraïnienne ont adressé au gouvernement plus d'une fois des mémoires dans lesquels ils se déclaraient incapables d'enseigner en russe, attendu qu'ils ne possèdent pas cette langue à fond. Les feuilles russes elles-mêmes dénoncent le « jargon officiel » russe qui s'est formé dans les villes ukraïniennes et qui tient le milieu entre le russe et le ruthène — une langue de compromis *sui generis*. En effet, un Ruthène qui n'a pas appris le russe depuis son bas âge, parvient rarement à parler cette langue correctement; telle qu'elle est parlée dans les villes ukraïniennes par les fonctionnaires de l'État, elle est vraiment pitoyable. La russification, de ce côté aussi, n'apparaît donc pas moins bizarre. Néanmoins, au mépris des résultats acquis, le gouvernement russe persiste dans la voie négative. Toutes les démarches faites auprès de ses représentants pour obtenir l'autorisation de publier des livres et des périodiques ruthènes ont été vaines, tandis qu'il a accédé dernièrement à la fondation de nouvelles feuilles polonaises, lithuaniennes, juives et tartares. Les Ukraïniens voient chaque jour plus clairement que tous leurs malheurs ont pour cause primordiale la violation par le gouvernement russe du traité de 1654 et que ce n'est pas la suppression de l'ukase de 1876 qu'il faut réclamer — à quoi le gouvernement ne voudra jamais consentir —, mais que l'on doit diriger tous ses efforts vers la reconstitution du traité de Péréiaslaw, c'est-à-dire vers la conquête de l'autonomie nationale. Les partis révolutionnaires les plus importants en Ukraïne, tels que le *Parti*

ukraïnien révolutionnaire, le *Parti ukraïnien démocrate,* le *Parti ukraïnien national*, ont adopté ce point de vue dans leurs programmes. La politique que depuis de longues années le gouvernement russe poursuit en Ukraïne — le pays le plus opprimé de l'empire russe —, son refus obstiné de lui accorder la moindre réforme, forcément poussent les esprits à chercher une solution dans la conquête du *self-government,* sans lequel tout progrès dans le développement de la culture et de l'économie dans ce pays serait impossible.

VIII

LA POLYONYMIE DU PEUPLE RUTHÈNE.

Nous rappellerons, pour conclure, la multiplicité des noms attribués aux Ruthènes, ce qui compte aussi pour une bonne part dans la politique panslaviste. Ce peuple est connu à l'étranger sous les noms de Ruthènes, Ukraïniens, Petits-Russiens ou encore ceux de Rusnaks ou de Russines. Les deux derniers, étant plutôt des noms locaux, ne sont guère employés aujourd'hui. Le surnom de *Petite-Russie, — Petit-Russien,* qui est assez répandu à l'étranger, se prêtant à de multiples variations, devint entre les mains de la diplomatie russe un moyen très commode pour réaliser sa tendance à débaptiser les nationalités faisant partie de l'empire des tsars. De même que la dénomination *Rusnaks,* celle de *Petits-Russiens* n'avait primitivement qu'une signification toute locale — sous le nom de *Russia Minor* était comprise la principauté de Galicie — Wolhynie — et ce n'est que grâce à la politique panrusse, que cette dénomination arriva aux honneurs de la généralisation et qu'elle s'est étendue peu à peu sur toute l'Ukraïne. Dans sa logique, la politique panrusse en fut jusqu'à remplacer le terme « Petite-Russie — Petit-Russien », par celui de *Russie Méridionale, — Russes Méridionaux* qui répondait mieux à ses vues. Cette transformation a évidemment été empruntée à la nomenclature usitée en Allemagne, où l'on dit « Allemagne du Midi — *Allemands-méridionaux* » (Sueddeutschland — sueddeutsch).

L'obstination que les gouvernants russes mettent à coller aux

Ruthènes un nom composé dont un des éléments est *Russie* ou *russe*, est vraiment surprenante en effet, ce nom double ne doit-il pas inspirer l'idée que le peuple ukraïnien est intimement uni avec le peuple russe, et, de cette façon, les étrangers n'auront-ils pas à se méprendre sur la véritable situation de cette nationalité. On voit ce jeu se poursuivre aussi dans les éditions des cartes géographiques du grand Empire slave. Il est indéniable que l'art de modifier la carte du pays a son utilité. En effet, pour une bonne partie d'étrangers la corrélation entre la *Russie du Sud* et la *Russie du Nord* demeure confuse.

Il n'y a pas longtemps encore, pour les motifs ci-dessus exposés, le nom même d'*Ukraïne* était prohibé en Russie; dans une poésie ou dans une nouvelle où l'auteur disait : « notre Ukraïne », ces mots subversifs étaient scrupuleusement rayés. Toutefois les efforts du gouvernement en vue d'introduire une terminologie factice pour ce pays furent vains, et même en Russie (dans la presse aussi) on dit : Ukraïne, Ukraïnien, ukraïnien sans tenir compte des surnoms attribués officiellement à ce pays.

Quant au nom *Ruthène*, *ruthène*, à part sa popularité à l'étranger, il est encore historique. Les historiens byzantins employaient le terme Ῥουθῆνοι; d'autre part, dans les Annales et les Mémoires latins, notamment depuis le commencement du XII[e] siècle, on rencontre constamment les noms *Ruthenia* et *Rutheni*[1]. L'ignorance dont messieurs les panslavistes ont fait preuve à cet endroit est étonnante, car ils ne se font pas faute d'affirmer que le nom *Ruthènes* n'a pas de fondement historique et qu'il n'était pas connu avant 1846, lorsque le comte Stadion (statthalter de Galicie) l'avait imaginé. Les Ruthènes eux-mêmes s'appellent *Ukraïniens* et donnent à leur pays le nom d'*Ukraïne*. On emploie aussi souvent, en Autriche surtout, le nom de Rutheno-Ukraïnien, rutheno-ukraïnien. A notre sens, cette dernière combinaison, comprenant le nom d'origine de ce peuple[2] et celui qui lui est attribué dans les documents historiques[3] serait le plus propre pour faire sortir de ce chaos de dénominations et qu'en même temps il pourrait être le plus facilement adopté par le public à l'étranger.

1. V. Chap. IV, p. 28.
2. Ukraïnien — ukraïnien.
3. Ruthène — ruthène.

Néanmoins, il nous semble, que le nom Ukraïnien — ukraïnien, usité dans le pays même, est celui qui lui convient le mieux.

Toutefois, nous ne voulons pas prendre la chose au tragique. Il y a d'autres peuples encore qui ne s'appellent pas de leur véritable nom, comme par exemple les Bulgares, ou qui en ont plusieurs : Les Allemands s'appellent *Deutschen* seulement dans leur pays. Les Anglais les appellent *Germen*, et les Français leur donnent le nom d'*Allemands*, tandis que les Slaves disent : *Nimtzy* ou *Niemtzy*. On ne se fait pas du mauvais sang sur les bords de la Tamise parce que les habitants de ce puissant État insulaire sont souvent désignés « Anglais », « Bretons » ou « Anglo-Saxons, » non seulement dans un même livre ou un même article, mais encore dans la même phrase. L'histoire nous offre aussi des exemples où un peuple, pour des raisons politiques, se voyait dans la nécessité de changer son ancien nom. Ainsi les potentats moscovites prirent le nom de *Tsars de tous les Reusses*, et l'État des tsars celui de *Russie*. Récemment les Valaques changèrent leur nom pour celui de *Roumains*, etc.

Nous ne prétendons nullement mener une campagne contre la polyonymie, nous avons voulu, simplement, appeler l'attention du lecteur sur la fausse interprétation et la compréhension erronée de certains termes.

IX

APPENDICE.

Celui qui a étudié le développement historique du colosse slave et qui a appris à connaître de plus près le prodigieux travail de nivellement national et intellectuel dans l'empire des tsars, auquel s'acharne le gouvernement russe, ne peut s'empêcher de voir une amère ironie dans la thèse de *mission civilisatrice de la Russie* que le gouvernement russe n'a pas cessé de soutenir, et à laquelle il a donné une consécration officielle. Le peuple russe est un des plus sympathiques de la famille slave, tandis que le gouvernement russe en est le plus antipathique... au moins parmi les gouvernements d'aujourd'hui. Loin d'identifier ces deux facteurs, nous devons constater que les potentats moscovites se sont

systématiquement employés à maintenir dans leur empire la barbarie et à concentrer dans leurs mains le pouvoir des ténèbres, auquel les peuples nomades de l'Asie eux-mêmes sont soustraits, afin de soutenir une lutte à outrance contre la civilisation et, en général, contre le progrès de l'humanité. De tout temps, la Moscovie se considérait légataire universelle des peuples nomades et elle donnait conséquemment une direction à sa politique. Le prince Esper Oukhtomskyj, pourtant un libéral, déclarait dans un de ses ouvrages[1], que l'absolutisme en Russie est un précieux héritage, que lui avaient légué les Khans tartares — un ciment moral qui unit la Russie à l'Asie. Dans ses conclusions il dit textuellement : « Sans cet absolutisme, l'Asie ne pourrait avoir de l'affection pour la Russie et ne pourrait sans douleur s'amalgamer avec elle; sans cet absolutisme, l'Europe n'aurait pas de difficulté à démembrer notre pays et à nous affaiblir, comme elle l'a fait à l'encontre des Slaves occidentaux, si péniblement éprouvés. »

La politique asiatique de la Russie apparaît en Ukraîne avec ses plus vives couleurs, ainsi que nous venons de le constater en nous appuyant sur des faits authentiques. Certaines institutions créées par l'absolutisme prennent leur source dans le système de russification adopté par les potentats moscovites, comme par exemple la censure[2], qui doit à ce système d'avoir été si longtemps maintenue. La politique panrusse et la centralisation pétersbourgeoise avec tout son attirail et toutes les conséquences qu'elle comporte, trouvent un appui dans la prohibition de la langue ukraînienne; tant que la population de l'Ukraîne sera assimilée aux Ilotes, l'absolutisme persévèrera à Pétersbourg, bien qu'il puisse entre temps changer de nom! Or, la conservation de cet absolutisme et la persévérance dans la politique de centralisation panrusse ne peut servir que le pouvoir des ténèbres...

Pourtant, ce pouvoir, pas plus que le tsarisme, n'eut la force d'opposer une résistance aux rayons lumineux de culture européenne réfractés par le Japon — et la lumière est la plus terrible ennemie du panrussisme tsariste!

Vienne, juillet 1905.

1. *A propos des événements en Chine, les rapports de l'Occident et de la Russie avec l'Orient,* par E. Oukhtomskyj. Saint-Pétersbourg, 1900.

2. V. Chap. III, p. 19.

TABLE

—

50° 55°

Samara
SAMARA
Stavropol
Orenbourg
Oural
Iletskaia Zachtchita
Aktioubinsk
50°
Ouralsk
PROV. DE L'OURAL
Kalmykov
INTERne
OU
BOUKEI
au gouvent d'Astrakhan
Gouriev
Mertvyi Koultouk
45°
Bouches de la Volga
.Koulaly
Bouzatchi
I. des Phoque
(Tiouleniï)
I. Tchetchen
PRESQU'ILE DE MANGHYCHLAK
PROVINCE TRANSCASPIENNE
MER CASPIENNE
(26m au dessous du niveau de la Mer Noire)
Petrovsk
Derbent
Kara Bougaz
Noukha
Chemakha
Presqu'île d'Apchéron
BAKOU
40°
Krasnovodsk
Gd Balkhan
Tchelekem
Monts Pt Balkhan
Choucha

45° 50°

Imp. Erhard Fres



